

FICHE DE PRESENTATION

I) Objet : Stratégies française et américaine sur la péninsule indochinoise de 1945 à 1975, dissensions, incohérences et échec

II) Auteur : CBA François GUYOT

III) Date de rédaction : Février 2000

IV) Division : C4

V) Nature du travail
Mémoire de stratégie.

VI) Résumé de synthèse

L'étude de la période 1945 – 1975 revêt un intérêt stratégique particulier, dans la mesure où un même ennemi mettant en œuvre la même stratégie a défait successivement deux nations disposant de la supériorité technologique voire même numérique. Les défaillances successives des deux nations viennent du fait qu'elles ne se sont pas entendues pour une coopération stratégique pendant la période Indochine française, et que surtout les directives politiques, indispensables à la mise en place d'une stratégie cohérente n'ont pas existé ou ont été très changeantes. Dans la plupart des cas, les commandants en chef se sont vus échoir des responsabilités d'ordre politique sans en avoir les pouvoirs, d'où des sources de fracture et d'échec.

VII) Mots clés

Stratégie d'usure – stratégie d'anéantissement - directive politique – rapport de force – incohérence – dissensions - échec

STRATEGIES FRANCAISE ET AMERICAINE SUR LA PENINSULE INDOCHINOISE DE 1945 A 1975 : DISSENSIONS, INCOHERENCES ET ECHEC

SOMMAIRE

INTRODUCTION

1. 1940-1946 : DES STRATEGIES FRANCAISES ET US ANTAGONISTES

11. Une situation initiale trouble : l'Indochine point de convergence de rancœurs et de conflits d'intérêts.
12. L'action déterminante des chefs français, stratèges sans directive politique, une stratégie efficace et pragmatique, celle de Leclerc.
13. Leclerc : une stratégie offensive et des résultats atteints cohérents

2. DES DISSENSIONS FRANCO AMERICAINES POUR UNE DEFAITE STRATEGIQUE FRANCAISE (1946 – 1954)

21. une stratégie française de reconquête militaire du Vietnam sans réel but politique (1946 – 1950)
22. une stratégie américaine de soutien aux opérations françaises assorties de conditions et d'appréciations contrariantes
23. Dien Bien Phu, révélateur des stratégies antagonistes
24. l'échec stratégique français

3. L'ECHEC DES STRATEGIES AMERICAINES : AVEUGLEMENT ET INCOHERENCE

31. Des prétentions stratégiques US niant l'aspect politique déterminant de la guerre de décolonisation
32. Une stratégie d'usure (1954 – 1968)
33. La bataille du Têt: victoire tactique américaine, victoire stratégique nord vietnamienne
34. Une stratégie d'anéantissement sans impact décisif (1968 – 1973)
35. L'échec américain

CONCLUSION

ANNEXES

- Bibliographie
- Chronologie
- Cartes géographiques

INTRODUCTION

Le bombardement du port d'Haïphong par les forces françaises le 23 Novembre 1946 a été retenu par les historiens comme le début de la guerre d'Indochine parce qu'il marque le point de non retour dans le combat que le Vietminh (sigle contraction de « Viet Nam Doc Lap Dong Minh » qui veut dire « ligue pour l'indépendance du Vietnam ») a décidé de mener cinq ans plus tôt contre la France coloniale, installée en Indochine depuis 1885. L'Indochine est une expression géographique qui recouvre un ensemble politique colonial dépendant de la France, une fois et demi grand comme elle, et qui comprend trois groupements humains différents : le Vietnam (de civilisation chinoise), le Cambodge et le Laos (de civilisation indienne).

La défaite de Dien Bien Phu en Mai 1954 mettra un terme à la présence française dans cette région asiatique, mais uniquement à la présence, et non à la guerre. En effet, la confrontation qui oppose le monde libre au communisme change le statut géostratégique du Vietnam. Pour les Etats Unis, ce pays est devenu un « domino » dont il faut assurer la sécurité et la stabilité pour que sa chute n'entraîne pas l'effondrement en cascade de tous les pays voisins dans le camp communiste. Les Etats Unis s'estiment seuls capables de conserver le Vietnam dans le camp des nations libres puisque la France en a démontré son incapacité. Cette certitude s'appuyant sur une machine de guerre puissante et expérimentée sera pourtant démentie par l'Histoire. Le 30 Avril 1975, après quinze années de guerre, les communistes vietnamiens s'emparent de Saïgon. La télévision montrera au monde entier des hélicoptères, récupérant de justesse sur le toit de leur ambassade les derniers Américains présents au Sud Vietnam, quelques Vietnamiens fidèles désespérément accrochés aux patins.

Pendant trente cinq ans, sur le même terrain, face au même adversaire, la France et les Etats Unis, partenaires du monde libre, ont cherché la stratégie adéquate pour faire définitivement barrage à la progression communiste vers le Sud. Les convergences ont été rares, les divergences quasi permanentes et l'échec a été finalement leur dénominateur commun. Avant d'entreprendre une analyse stratégique des actions françaises et américaines sur la péninsule indochinoise de 1945 à 1975, il est important de tenter de définir le terme de stratégie, ou du moins d'indiquer l'angle sous lequel les événements vont être examinés.

En s'inspirant des définitions de la stratégie selon Clausewitz ou Liddell Hart, le Général Beaufre dans son « Introduction à la stratégie » la décrit comme « *l'art d'employer les forces militaires pour atteindre les résultats fixés par la politique* » tout en reconnaissant à la formule un caractère réducteur, puisqu'elle ne concerne que

les forces militaires. Pour compléter cette définition, il est possible de se référer à la résolution adoptée en Avril 1918 par les gouvernements alliés à Beauvais. Lorsque ceux ci confient au Général Foch « *la direction stratégiques des opérations militaires* », on relève dans le texte le verbe « *coordonner* », et plus loin l'affirmation d'une totale latitude pour les Commandants en Chef des armées britannique, française et américaine concernant « *la conduite tactique de leur armée* ». Cette résolution de Beauvais présente l'intérêt de distinguer trois niveaux de responsabilité : les gouvernements détenteurs du pouvoir politique, le commandant de théâtre, chef stratégique à qui échoit la mission de coordonner les différentes actions et les grands subordonnés qui exercent la conduite tactique.

Ces définitions permettent de fixer le cadre dans lequel vont être examinées les décisions et actions des différents commandants du théâtre d'opération indochinois. Pour aborder une étude comparée des stratégies française et américaine, il est évident que la période la plus propice à l'examen est celle de l'Indochine française, moment où les deux acteurs sont présents simultanément (à des degrés divers) sur la zone considérée. Sans avoir de prétention d'exhaustivité, cette étude mettra en exergue les oppositions puis les dissensions stratégiques entre Français et Américains pendant le conflit indochinois, puis fera ressortir le manque de clairvoyance des Américains pendant la guerre du Vietnam au regard de l'expérience française malheureuse.

1. 1940-1946 : DES STRATEGIES FRANCAISES ET US ANTAGONISTES

11. Une situation initiale trouble : l'Indochine point de convergence de rancœurs et de conflits d'intérêts.

Depuis 1940, l'Indochine française dispose d'une place curieuse dans un conflit mondial opposant deux blocs. Elle est en grande partie occupée par l'armée japonaise, bien que le gouvernement français demeure officiellement en paix avec le Japon et qu'il continue à en assurer l'administration. En effet, lorsque le Général Catroux est nommé gouverneur général de l'Indochine le 16 juillet 1939 par Georges Mandel, Ministre des colonies du Gouvernement Reynaud, il reçoit mission d'y maintenir la souveraineté de la France et de faire participer la colonie à l'effort de guerre de la métropole. Pour ce faire, le Gouvernement lui donne entière liberté d'action y compris (ce qui est habituellement une prérogative ministérielle) celle de relever de leur fonction le Gouverneur de la Cochinchine, qui est une colonie, ou les Résidents supérieurs des trois pays ayant statut de protectorat, Cambodge, Annam et Laos. L'Indochine est déjà, quoique indirectement, mêlée à la guerre que mène le Japon contre la Chine du Kuomintang puisque la voie ferrée qui relie le port d'Haïphong à Long Tchèou et Yunnan Fu permet à Tchang Kaï Chek de recevoir ses approvisionnements à travers la frontière, et de tourner ainsi le blocus naval japonais.

La situation régionale est difficile ; en effet, il est aisé pour un pouvoir politique distant de 12 000 kilomètres de mandater un Gouverneur Général, mais plus difficile de lui donner les moyens de remplir sa mission surtout lorsque le territoire est sous la menace permanente d'une invasion. C'est la situation à laquelle se trouve confronté Catroux, puisque son arrivée à Hanoï coïncide avec la déclaration de guerre. L'urgence est d'éviter un débarquement des forces japonaises auquel il lui serait impossible de s'opposer. Et cette éventualité devient particulièrement sérieuse en Mai - Juin 1940 à la suite de l'effondrement de l'armée française, et de la signature de l'armistice demandé par le Maréchal Pétain. Conséquence de la victoire allemande, Tokyo adresse le 19 juin 1940 au Gouverneur d'Indochine un ultimatum le sommant de fermer la frontière sino-indochinoise aux transports par voie ferrée, et d'accepter le contrôle de cette mesure par des agents japonais. Il n'a pas d'autre choix que de s'y plier d'autant qu'il ne peut espérer aucun secours ni de la métropole bien entendu, ni des Etats Unis avec lesquels il avait précédemment conclu un accord de livraison de matériel de défense (120 avions de chasse et des canons de DCA). En effet, le 20 juin l'ambassadeur de France à Washington lui fait savoir que Summer Welles, Sous Secrétaire d'Etat de l'administration Roosevelt, s'oppose à la livraison de ce matériel :

"En raison de la situation générale, le gouvernement des Etats unis ne croit pas pouvoir entrer en conflit avec le Japon et par la suite il laisserait faire si cette puissance attaquait l' Indochine".

L'Amiral Decoux, que le gouvernement de Vichy a désigné comme Gouverneur en remplacement de Catroux, en signant un traité avec les Japonais, leur a donc, de facto concédé la possibilité d'utiliser le territoire indochinois comme base d'expansion vers le Sud Est asiatique. Cette occupation japonaise avec l'accord des autorités françaises n'est pas du goût du voisin chinois. Ainsi, Tchang Kaï Chek, en guerre contre les Japonais cherche à utiliser les éléments révolutionnaires vietnamiens pour gêner l'action des Français et des Japonais en Indochine avant Mars 1945.

Il est donc d'emblée impossible d'utiliser une grille de lecture géopolitique normale pour déchiffrer la portée des événements se déroulant en Indochine au moment où prend fin la deuxième guerre mondiale. Le croisement des intérêts locaux et internationaux alliés à l'éloignement des grands centres de décisions ont généré des affrontements confus.

Ce climat initial tendu est aggravé par le coup de force japonais du 9 Mars 1945. La bataille navale de Midway en juin 1942 a fait changer la victoire de camp : la maîtrise de la mer désormais américaine, et la reconquête des Philippines par les Alliés à partir d'octobre 1944 étaient pour le Japon des signes très alarmants. Suspectant les Américains de préparer une attaque avec l'aide des Français, brutalement le 9 mars 1945 les forces japonaises stationnant en Indochine submergent les garnisons françaises et détruisent ce qui restait de l'armée et de l'administration française. Cet épisode est d'autant plus tragique que les Américains auraient pu en limiter le désastre. Le Général Claire Chennault, qui commandait à l'époque la 14^{ème} armée aérienne US opérant en Chine du Sud, et dont les appareils étaient déjà prêts pour une intervention de secours, écrira en 1949 :

"Les ordres arrivèrent du grand quartier général précisant qu'en aucune circonstance les unités françaises ne devraient recevoir des armes et des munitions...J'ai appliqué les ordres à la lettre sans pouvoir me faire à l'idée que je

laissais des Français se faire massacrer dans la jungle tandis qu'on m'obligeait officiellement à ignorer leur sort".

Seuls les Britanniques, enfreignant les ordres US porteront assistance en parachutant des vivres et des munitions (sans pour cela changer le cours de l'Histoire). Il résultera de cet épisode une amertume des militaires français à l'égard des Alliés, amertume qui sans doute ne contribuera pas à faciliter des relations indochinoises franco américaines déjà chaotiques.

Le 11 Mars 1945, les Japonais font proclamer l'indépendance des trois nations indochinoises : Cambodge, Laos, Vietnam avec pour ce dernier la réunification de l'ensemble Tonkin, Annam, Cochinchine qui existait avant 1859 et qui avait été dissocié par la colonisation française. L'apparence de l'indépendance est confortée par l'installation de l'empereur Bao Daï à la tête du pays. Le Vietminh et son chef Hô Chi Minh vont savoir rapidement exploiter cette déclaration d'indépendance irréversible, pour apparaître sitôt la capitulation du Japon comme le seul interlocuteur possible d'un Vietnam unifié.

A la capitulation japonaise, les événements s'accélérent : dès le 9 Août les armées chinoises pénètrent en Indochine ; Bao Daï abdique le 26 Août. Conscient du différend certain que la proclamation de l'indépendance du Vietnam établissait avec l'ancien colonisateur, Hô Chi Minh conserve des liaisons avec la mission française de la DGER (Direction Générale des Etudes et Recherches, appellation des services spéciaux français) et tout particulièrement avec son chef Jean Sainteny. Ainsi habilement, Hô Chi Minh effectue des propositions modérées à la France : mise en place d'un gouverneur français jusqu'à une indépendance réelle d'ici cinq à dix ans avec l'octroi de concessions économiques intéressantes pour l'ancien colonisateur. Hélas ces propositions, transitant par l'intermédiaire des Américains ne parviendront pas aux nouvelles autorités françaises. Estimant terminé le temps de la négociation, Hô Chi Minh décrète l'insurrection et, entre le 17 et le 27 Août et prend le pouvoir à Hanoï puis à Saïgon ; l'empereur Bao Daï abdique. Un gouvernement provisoire de libération nationale est installé et Hô Chi Minh proclame la République Populaire du Vietnam le 2 Septembre 1945, événement qui déclenche plusieurs massacres de Français notamment à Saïgon. Dans sa proclamation, la référence à Thomas Jefferson et à Lincoln n'est pas fortuite. Hô Chi Minh tient à se présenter comme un nationaliste modéré s'inspirant des institutions américaines et affirmant son amitié pour une nation que représente à ses côtés le Major Patti, agent de l'OSS (Office of Strategic Service) farouchement anti-colonialiste et anti-français.

Cette proclamation d'indépendance s'effectue dans un environnement international confus, confusion engendrée par les oppositions issues du conflit mondial et de la perception américaine du devenir des anciennes colonies des vieilles puissances d'Europe. Le président américain Roosevelt était déterminé à éliminer toute présence française en Indochine et à placer celle-ci sous tutelle internationale dans l'attente de son émancipation politique. La dénonciation des impérialismes coloniaux (essentiellement ceux de la France et la Grande Bretagne) est inscrite dans l'inconscient collectif des Américains depuis leur guerre d'indépendance au XVIII ème siècle. Mais pour Roosevelt l'idée de mettre fin à la présence française en Indochine était devenue une "*idée fixe*" selon l'expression de Bernard Fall. Il n'est donc pas surprenant de voir, dans les mémoires de Cordell Hull (Secrétaire d'Etat de Roosevelt), le Président enjoindre à son secrétaire d'Etat de ne "*rien faire pour les résistants d'Indochine et, en règle générale pour l'Indochine*" alors

que celui-ci lui soumettait le 13 octobre 1944 la proposition de Bill Donovan chef de l'OSS de fournir toute l'assistance possible aux Français. Dans le même temps, l'OSS recevra plusieurs fois à son quartier général de Kunming (Chine) la visite d'Hô Chi Minh pendant l'hiver 1944-45, et participera à la formation de certains responsables de la révolution vietnamienne. Ainsi, grâce à cette coopération, les Vietnamiens seront avertis avant les Français de la capitulation japonaise, ce qui leur permettra une action rapide et efficace de saisie des institutions. Après la mort de Roosevelt en Avril 1945, le nouveau président Truman assouplira une politique américaine qui restera quand même fondamentalement ambiguë. En juillet 1945, à la conférence de Potsdam (Truman – Staline – Churchill) les modalités du désarmement des Japonais d'Indochine seront fixées comme si, depuis le 9 mars 1945, l'Indochine était une terre en déshérence. L'amiral Mountbatten, commandant en chef du SEAC (South East Asia Command) souhaitait avoir la maîtrise de l'opération, revendiquée également par le Général Wedemeyer, qui assurait lui la réalité du commandement des troupes sino-américaines en Chine. Pour satisfaire le "lobby" chinois aux Etats-Unis, la responsabilité sera partagée de part et d'autre du 16^{ème} parallèle : les Chinois au Nord, les Anglais au Sud.

Pour le Général Gracey, qui débarque à Saïgon le 16 septembre 1945 à la tête d'un corps expéditionnaire britannique, il existe une évidente similitude entre ces Français qui souhaitent se réinstaller en Indochine et ses compatriotes qui aspirent à en faire autant en Malaisie et à Singapour ; le nouveau cabinet travailliste de Clément Attlee, récent vainqueur des élections, ne désavoue pas les dispositions que prend Gracey à Saïgon, notamment lorsqu'il fait distribuer des armes aux soldats français fraîchement libérés des camps japonais. La compréhension britannique à l'égard d'un droit que de Gaulle ne cesse de revendiquer, se traduit donc logiquement par le retrait des troupes anglaises, et le 25 octobre 1945, le Général Leclerc fait son entrée à la tête de ses blindés dans un Saïgon durement touché par le terrorisme.

Devant cette solidarité, Truman adoptera une attitude contradictoire en Mai 1945 à la conférence de San Francisco, en reconnaissant la souveraineté de la France sur l'Indochine, mais dans les faits en poursuivant la politique de Roosevelt notamment par le soutien de l'OSS à Hô Chi Minh. Cette attitude américaine aura des implications concrètes dans la mesure où les USA refuseront de soutenir un retour en force de la France contraire selon eux aux aspirations profondes du peuple vietnamien. Ils priveront celle-ci de tout soutien logistique au moins jusqu'au premier accord entre Vietnamiens et Français en Mars 1946. Le Général de Gaulle tirera les enseignements des difficultés logistiques de mise en place du Corps Expéditionnaire Français d'Extrême Orient (CEFEO), causées par le retrait du soutien US. Quand il reviendra au pouvoir en 1958, il donnera l'ordre pour que des dispositions réglementaires soient adaptées pour permettre en toute circonstance à la France de disposer à sa guise de tous les navires battant pavillon national. La sortie de la France des structures intégrées de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) en Mars 1966 procédera d'ailleurs, et fort logiquement, du même souci d'indépendance à l'égard de ses alliés.

Discrètement appuyé par l'OSS, le Vietminh n'avait pas complètement rompu avec les Français pour une simple raison de convergence d'intérêts face à la Chine : la Chine nationaliste ne voulait pas d'un gouvernement communiste au Vietnam et entretenait une rancœur vis à vis de la politique vichyste de l'Indochine française

pendant la 2^{ème} guerre mondiale. La réinstallation de la France dans son ancienne colonie allait donc s'effectuer dans des conditions difficiles. Lord Mounbatten pensait irréaliste la restauration de la souveraineté française en Indochine : la France allait à contre courant de l'Histoire. L'Indochine était entourée de pays auxquels la Grande Bretagne avait promis l'indépendance : les Indes, la Birmanie. Les Hollandais ne remettraient plus les pieds dans leur colonies de Sumatra, Java et Bornéo. Vouloir maintenir une colonie à 12 000 kilomètres de la France avec des moyens dérisoires était illusoire.

12. L'action déterminante des chefs français, stratèges sans directive politique, une stratégie efficace et pragmatique, celle de Leclerc.

Dans une situation locale si troublée par la convergence de volontés nationales contradictoires, la problématique du retour de la France était la suivante : il fallait qu'elle rétablisse sa souveraineté avec des maigres moyens alors que la moitié nord de l'Indochine était occupée par l'immense armée chinoise ; il fallait revenir au Tonkin la tête haute sans mettre en danger la vie des 15 000 nationaux résidents. Il fallait préserver les chances de réconciliation avec la population vietnamienne déterminée à voir se créer avec les Français d'autres rapports que ceux qui existaient avant la 2^{ème} guerre mondiale. Les Annamites attendaient les « *nouveaux Français* », Français ayant remisés leur vision étriquée et intéressée de colonisateur.

A la victoire des Alliés en 1945, de Gaulle, Président du Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF) méconnaît totalement la situation en Indochine, méconnaissance renforcée par le fait qu'il est tenu à l'écart des décisions stratégiques alliées. De Gaulle hésite quant à l'attitude à adopter en Indochine. Cette hésitation va marquer définitivement la politique française dans ce pays. Personne n'aura jamais le courage de faire le choix entre négociateur ou faire la guerre. Seul de Gaulle avait à la fois la stature et l'autorité pour le faire. Il n'a pas voulu le faire, et cette ambiguïté s'avérera destructrice d'autant que le pouvoir politique, par paresse, calcul ou manque d'imagination abandonnera aux acteurs de deuxième niveau, présents sur le théâtre le soin de décider sur place. Pourtant l'Indochine, à l'image de la France échappera à la mise en place des structures de l'AMGOT (American Military Government in Occupied Territories) grâce à la prévoyance de de Gaulle qui avait désigné dans le Conseil National de la Résistance tous ceux qui devaient prendre en main l'administration dès la Libération au fur et à mesure de l'avance alliée. Ainsi dès le 22 Août 1945, trois jours après l'insurrection armée du Vietminh contre les Japonais vaincus, Messmer, désigné Commissaire de la République au Tonkin est parachuté sur zone et hélas immédiatement fait prisonnier par le Vietminh.

Quand le Général de Gaulle apprend la capitulation imminente du Japon, il assignera la mission suivante à deux hommes de confiance. L'Amiral Thierry d'Argenlieu, nommé « Haut Commissaire de la France pour l'Indochine » qui exerce les pouvoirs de gouverneur général et de commandant en chef, a pour première mission de « *rétablir la souveraineté française dans les territoires de l'Union indochinoise* ». Le Général Leclerc nommé « Commandant Supérieur des troupes en

Extrême Orient » est chargé , sous l'autorité du Haut Commissaire, de prendre toutes les mesures militaires tendant au rétablissement de cette souveraineté. Il faut ici s'interroger sur les réels motifs de désignation de deux autorités pour, en fait une seule et même mission. Le fait étonnant de placer le Général Leclerc sous les ordres de d'Argenlieu, promu pour ce faire Vice Amiral semble montrer la claire volonté de de Gaulle de vouloir contrôler les faits et gestes de Leclerc. Si cette volonté peut se comprendre d'un point de vue politique, elle introduit une source potentielle de tensions dans la gestion du retour de la France en Indochine.

Leclerc ayant ainsi reçu la mission interarmées, sous contrôle de d'Argenlieu de mettre sur pied un corps d'armée pour l'Extrême Orient quitte Paris le 18 Août 1945. Il n'a pas du tout été instruit sur l'actualité de la situation et c'est à Ceylan qu'il apprendra par Lord Mounbatten l'existence de la partition indochinoise de part et d'autre du 16^{ème} parallèle et l'interdiction de tout mouvement jusqu'à la capitulation japonaise. Dès son débarquement à Saïgon, le 25 Octobre 1945, Leclerc, tout en gérant les relations avec Hô Chi Minh va se battre pour organiser une force militaire cohérente. En effet, il débarque en force avec les précurseurs d'un corps expéditionnaire (les premiers éléments du groupement Massu) qui n'est pas encore formé en métropole et surtout, du fait de l'absence de soutien logistique US qui ne dispose pas des capacités de projection maritime indispensables. Il va réussir à acheter et récupérer sur tous les théâtres alliés du Pacifique et de l'Océan indien toutes sortes de matériels amphibies et d'acconage nécessaires au CEFEQ. Il faut souligner pour cette action le soutien efficace accordé par les Britanniques, notamment par Lord Mounbatten avec qui Leclerc avait sympathisé lors de son passage à Kandy. Ainsi les traits dominants des cinq ou six premiers mois du retour des armées françaises en Indochine en 1945-1946 sont la nécessité constante d'improviser et le recours de tous les exécutants à une débrouillardise de tous les instants, aussi bien pour la conduite des opérations que pour la résolution de tous les problèmes logistiques mineurs, comme de plus grande envergure. C'est ainsi que dans les documents de l'époque , on trouve les mots de prestidigitation et d'acrobatie. Si, en définitive, ces efforts furent, la plupart du temps couronnés de succès, le mérite en revient indiscutablement à la volonté intelligente et à l'opiniâtreté du Général Leclerc.

Dans le but de remplir la mission de restauration de la souveraineté française, vaste objectif politique fixé par de Gaulle, Leclerc envisage le retour de la France en terme de rapport de force militaire pour rétablir le prestige français, affaibli par les défaites de 1940 en France, et de Mars 1945 en Indochine et, pour pouvoir par la suite mener des négociations dans des conditions favorables. Il écrit ainsi à de Gaulle le 13 Octobre 1945 :

« Ce serait une erreur absolue de négocier d'une manière généreuse avec les représentants du Vietminh avant d'avoir montré notre force (...) Après l'avoir montrée, nous pourrions négocier, accorder tous les avantages que vous estimerez légitimes... ».

D'Argenlieu, installé à Saïgon le 30 Octobre 1945 est opposé à cette vision de retour en force. L'analyse de Sainteny sur la stratégie de retour de la France en Indochine sera déterminante dans la prise en compte globale de la donne vietnamienne par Leclerc. En revanche, Sainteny a une vision claire et prémonitoire de la situation ; pour reprendre sa position en Indochine, la France a le choix entre

deux solutions : la reprendre seule, ou avec l'aide d'un allié. Dans le premier cas, l'Indochine sera reconquise physiquement, matériellement, mais certainement perdue psychologiquement. Dans le deuxième cas, la coopération avec le seul parti annamite digne d'intérêt, le Vietminh, devrait permettre une réinstallation durable de la France, sans reconquête militaire. Adhérant à cette analyse, Leclerc se détermine donc à montrer sa force pour négocier avec un gouvernement responsable, celui d'Hô Chi Minh. En liant l'action diplomatique et militaire, Leclerc va tirer parti de la convergence d'intérêts qui se dessine entre les Français et le Vietminh vis à vis de l'occupation chinoise au Nord du 16^{ème} parallèle. Dans cette région, la situation est très sensible pour les deux parties. La population est prise en main par les nationalistes vietnamiens formés à la guérilla, et dont une partie est soutenue par 180 000 militaires chinois déployés sur place ; 15 000 Français militaires et civils demeurent sans défense, sans compter les 35 000 prisonniers japonais lentement désarmés par les Chinois. Leclerc et l'équipe de Sainteny vont persuader le Vietminh, présent sur place de l'intérêt partagé de ne pas s'opposer au retour militaire de la France au Tonkin.

Les accords du 6 Mars 1946, négociés en l'absence de d'Argenlieu marquent la concrétisation de la diplomatie innovante et déterminée de Leclerc et de Sainteny. La République du Vietnam y est reconnue comme un Etat libre ayant son gouvernement, son parlement, son armée et ses finances, faisant partie de la fédération indochinoise et de l'Union française. En contre partie, le gouvernement du Vietnam se déclare prêt à accueillir l'armée française en relève de l'armée chinoise. Il fut convenu que ces accords ne constituaient que des accords préliminaires à d'ultérieures négociations. Cette réussite de la reconquête de l'Indochine est l'aboutissement de la stratégie globale et offensive de Leclerc, cependant ce succès ne reste que régional puisque les autorités politiques de métropole sont loin d'en être à l'origine. En effet, depuis le 20 Janvier 1946, lorsque de Gaulle quitte le pouvoir, le gouvernement français n'a aucune politique définie sur un problème qui divise la coalition parlementaire tripartite (MRP radicaux, socialistes, communistes). Leclerc, parfois avec d'Argenlieu a été obligé de prendre seul des initiatives politiques sans l'assurance d'être soutenu. On reprochera à ces accords leur imprécision quant au degré de liberté accordé à l'Etat vietnamien. Paradoxalement, les Annamites reprocheront à Hô Chi Minh le fait de ne pas avoir su affirmer une indépendance déjà proclamée depuis 1945. Les Français de métropole reprocheront le fait d'avoir reconnu un Etat vietnamien et par là même la réunification du Tonkin, de l'Annam et de la Cochinchine alors que les Cochinchinois y étaient opposés.

Dans les circonstances du moment, ces accords étaient l'œuvre de deux stratèges qui avaient parfaitement analysé les rapports de force et les intérêts respectifs des intervenants, mais qui manquaient de l'indispensable soutien politique. Lord Mounbatten et Leclerc ont eu l'occasion de comparer leurs vues notamment au regard de la gestion britannique de l'émancipation politique indienne. L'Amiral anglais avait jugé que si le peuple indien se soulevait, les 500 000 soldats anglais ne suffiraient pas à pacifier le pays ; la sagesse était de laisser l'Inde accéder à l'indépendance. Leclerc avait une vue similaire de la situation indochinoise mais la différence est que le gouvernement anglais et Mounbatten partageaient le même avis, ce qui n'était pas le cas au Vietnam où Leclerc et le gouvernement français ne furent pas en phase, désaccord qui sera gravement préjudiciable à l'amitié franco-vietnamienne.

13. Leclerc : une stratégie offensive et des résultats atteints cohérents

La période indochinoise de Leclerc est brève : 11 mois d'Août 1945 à Juillet 1946 comme commandant supérieur des troupes (plus une dizaine de jours en mission d'inspection de Décembre 1946 à Janvier 1947).Cependant, grâce à une action innovante et déterminante, Leclerc en liant l'action diplomatique et militaire parvient à honorer le large contrat politique de restauration de souveraineté. L'usage de la diplomatie s'imposait à lui, puisqu'une guerre de décolonisation ne pouvait se régler uniquement par des moyens militaires ; moyens qu'il jugeait insuffisant mais qu'il a su employer de la manière la plus efficace possible de façon à négocier en position de force. Le bilan est sans équivoque. Avec le soutien initial des Britanniques, Leclerc débarque à Saïgon avec le fer de lance du CEFEO, groupement de marche formé à partir de la 2^{ème} Division Blindée et la 9^{ème} Division Infanterie Coloniale, rétablit la souveraineté française sur le sud de l'Indochine notamment en persuadant les puissantes sectes caodaïstes de cesser leurs relations avec le Vietminh et, prépare la réinstallation de la France sur l'ensemble de la péninsule. L'opération Bentre est un succès total sur les trois objectifs prévus : mise à terre de troupes au nord du 16^{ème} parallèle, réaction chinoise limitée et sporadique, signature des accords du 6 Mars avec le gouvernement révolutionnaire annamite ouvrant l'espoir de conversations sur l'avenir. Le retour de la France fût facilité par deux faits : l'obligation d'alléger le front vietnamien pour les troupes chinoises nationalistes, compte tenu de la mauvaise tournure que prenaient les événements pour Chang Kai Chek en Chine, et l'hostilité du Vietminh et des nationalistes vietnamiens (Viet Nam Quoc Dan Dang, Dong Minh) à l'encontre des Chinois.

On peut considérer ainsi que Leclerc a rempli ses objectifs stratégiques de théâtre ou de deuxième niveau. Leclerc quittera le commandement du CEFEO à cause d'un profond désaccord avec d'Argenlieu en Juillet 1946. La conférence de Fontainebleau (6 Juillet au 10 Septembre 1946), suite prévue des accords du 6 Mars, mettra en évidence les points de litige en germe dans les accords préliminaires : indépendance et unité du Vietnam allant à l'encontre d'une création d'une république de Cochinchine voulue par d'Argenlieu. L'échec de la conférence de Fontainebleau entraînera une dégradation du modus vivendi au Tonkin et se traduira par l'attaque des Français par le Vietminh à Hanoï le 19 Décembre 1946 et la déclaration de la guerre générale par Hô Chi Minh le 21 Décembre 1946. Devant la gravité de la situation, le haut commandement métropolitain décide de recourir au seul personnage qui avait obtenu des résultats cohérents et concrets sur le terrain. Leclerc, après analyse de la situation au cours d'une mission d'inspection, soumet son retour à l'octroi des pleins pouvoirs civils et militaires, ce qui lui sera refusé. L'indécision de la métropole et son incapacité à soutenir la démarche novatrice de Leclerc avait amené une rupture définitive entre Vietminh et Français.

La démarche avant gardiste de Leclerc et Sainteny à Hanoï avait été incomprise par le Parlement français et constituait d'ailleurs un phénomène curieux dans l'Histoire coloniale : Paris a toujours été en avance sur les équipes chargées sur

place de la décolonisation, notamment en Afrique. Au Vietnam en 1946, ce sont les périphériques qui ont joué le rôle d'avant garde et vainement tenté d'entraîner la métropole dans une tentative audacieuse de prévenir la guerre ; guerre qui s'annonçait difficile compte tenu de l'ardeur fanatique, du courage et du sens du combat dont avaient fait preuve les Viets pendant la bataille d'Hanoï.

2. DES DISSENSIONS FRANCO AMERICAINES POUR UNE DEFAITE STRATEGIQUE FRANCAISE (1946 – 1954)

21. une stratégie française de reconquête militaire du Vietnam sans réel but politique (1946 – 1950)

De 1946 à l'automne 1950 (défaite de Dong Khé sur la RC4), la stratégie retenue par la France est une stratégie de reconquête territoriale par de grandes actions militaires alliées à des actions de pacification. Cette stratégie était par essence consommatrice de personnels et pourtant menée avec des effectifs insuffisants. En 1947, Leclerc avait estimé les effectifs nécessaires à 500 000 hommes, fin 1950 le corps expéditionnaire français comptait 150 000 soldats. La méthode employée était simple et connue des militaires français car se situant dans la lignée des actions coloniales de Lyautey et Gallieni. Elle consistait en deux actions successives : une action vive, brutale et rapide à base d'unités mobiles visant à encercler, ratisser et nettoyer une région, puis une action lente à base d'unités permanentes et statiques qui devait pénétrer le pays en profondeur et chercher le contact et le ralliement des élites et des masses.

Les grandes opérations militaires de cette période avaient ainsi des objectifs tactiques définis, mais se soldaient par des résultats inachevés compte tenu du manque d'effectifs qui empêchait de mener des actions dans la durée. Les opérations Léa et Ceinture menées sous le commandement du Général Alessandri devaient détruire le Vietminh dans le delta tonkinois et fermer la frontière chinoise (la Chine étant devenu base arrière du Vietminh avec le succès de Mao fin 1949) . Pour ce faire, le commandement voulait 20 000 hommes pendant six mois, il en obtiendra 12 000 pendant deux mois. Les courants d'approvisionnements en riz seront pourtant durablement interrompus entraînant un début de famine chez les troupes Vietminh repliées dans le Vietbac (région géographique montagneuse du Nord Tonkin, frontalière de la Chine), l'ennemi devra quitter le delta. Pourtant ce succès certain demeurera incomplet car Hô Chi Minh parviendra à s'enfuir et surtout, rien de décisif ne sera obtenu au niveau stratégique et politique. Face à l'offensive vers le Vietbac, le Vietminh pratique la guerre dans le vide, ne joue pas le jeu de la guerre européenne de la bataille rangée, il disperse et camoufle son appareil politique et militaire et pratique la technique de la terre brûlée en sabotant les axes de communications indispensables aux forces motorisées ou mécanisées de l'adversaire.

Contre la guerre populaire, le commandement français construira sur tout le territoire indochinois un réseau de postes fortifiés le long des lignes de communications, points d'appui censés constituer des bases d'observations, de repli, et d'expansion pour sécuriser les populations civiles. La guerre des postes réussira temporairement (notamment grâce à la persuasion et l'investissement personnel des chefs de poste) mais globalement elle contraindra le commandement à y consacrer les 9/10 des effectifs engagés et surtout constituera une réponse obsolète à l'action du Vietminh auprès des populations. En effet, cette pacification à la française ne s'intègre pas dans une stratégie à caractère politique, alors que l'initiative et la nouveauté sont du côté Vietminh. Au printemps 1950, le bilan global de l'action du CEFEO est néanmoins positif, un examen tactique de la situation fait apparaître les forces françaises en situation de vainqueur. Les voies fluviales et routières vers le Cambodge ont été réouvertes, les riches régions agricoles du Nord cochinchinois , du Sud Ouest cochinchinois, ainsi que des plateaux Moïses ont été débloquées ; les bandes Vietminh qui tenaient les axes routiers et les centres urbains ont été dispersées ; les influentes sectes du Sud Vietnam (caodaïstes et Hoas-Haos avec plus de 500 000 fidèles) sont ralliées ; le vide politique est comblé depuis 1948 avec la remise en selle de l'Empereur Bao Daï comme chef de l'Etat vietnamien. L'illusion de la réussite de la pacification de la Cochinchine et du Sud Annam est réelle. L'inconvénient majeur est que les « *nouveaux Français* » souhaités par les Vietnamiens n'ont pas mis en place de nouvelles structures aptes à susciter l'adhésion des Vietnamiens. L'administration franco annamite du type d'avant 1939 a été rétablie en cohérence avec les directives de Paris et de d'Argenlieu. La conséquence du point de vue militaire est l'existence de deux Indochines : le pays profond hors des routes et des voies d'eau zone d'action du Vietminh et, la zone d'infrastructure moderne et des réseaux de communications où les Français dominent militairement grâce à l'emploi de leur supériorité technologique (aviation, forces mécanisées, artillerie) mais également où les esprits ne sont acquis que superficiellement.

Pour les zones où le Vietminh ne parvient pas à prendre pied durablement, notamment dans la zone la plus riche du pays et la plus éloignée géographiquement du foyer de puissance Vietminh, le Sud, Hô Chi Minh pratique une stratégie d'attente en prévoyant patiemment la conquête du Sud par le Nord. Les zones tenues par l'ennemi sont donc travaillées par le terrorisme, la propagande, la taxation clandestine de tout vietnamien gagnant de l'argent. Ce choix de stratégie et de la tactique en découlant : la guerre de surface, est une évidence aux yeux du Général Giap, commandant en chef les forces Vietminh. En effet, le renforcement progressif du CEFEO induit un rapport de force défavorable pour des affrontements de type classique. Ce renforcement du corps expéditionnaire (fin 1946 : 70 000 hommes) est effectué grâce à l'arrivée de forces projetées de la métropole et par le « jaunissement » des troupes (recrutement d'engagés autochtones).

Tous ces éléments tactiques et stratégiques sont modifiés par le succès de Mao contre Chang Kaï Chek fin 1949. L'immédiat impact est la possibilité pour le Vietminh de disposer d'un appui direct en termes de soutien ou de repli sur le territoire chinois. L'aide en matériels militaires et les possibilités d'entraînement des forces avec des instructeurs chinois permettent la formation de divisions fortement armées sur le modèle chinois, de type ternaire à 10 000 hommes. Ce changement de donne va induire le premier gros revers pour les Français dans leur stratégie de reconquête territoriale : l'abandon de la Route Coloniale 4. La RC4, conquise fin

1947 longe la frontière de Chine entre Lang Son et Cao Bang. Son intérêt est de maintenir une liaison avec Cao Bang, important nœud routier qui permet de contrôler assez facilement le trafic entre la Chine du Sud et le Haut Tonkin. La route est jalonnée de postes dont les plus importants sont That Khé et Dong Khé. Tenir cette route est devenu impossible avec la jonction Vietminh - Chine communiste, l'évacuation de Cao Bang est décidée, trop tard en Octobre 1950 alors que la route est déjà coupée puisque Dong Khé est tombé aux mains des Viets. Le commandement français apparemment sûr de sa supériorité dans le domaine des feux, de l'artillerie, des appuis air sol choisit pour des raisons difficilement compréhensibles l'option la plus risquée : au lieu d'emprunter des axes au Sud de la RC4, l'évacuation de Cao Bang est décidée par la RC4 avec la reprise préalable de Dong Khé ! ce, sous la menace de trois nouvelles divisions Vietminh à l'entraînement en Chine.

L'évacuation de la RC4 illustre au plan stratégique l'incohérence et la légèreté qui paraissent dicter au premier niveau le choix des Généraux chargés de conduire les opérations. Il était notoire que le Général Carpentier, commandant en chef, ne connaissait rien à l'Indochine, et que de ce fait, il ne pouvait pas ne pas entrer en conflit avec le Général Alessandri, son subordonné direct, qui lui avait déjà vécu les événements de 1945. Si l'on ajoute que le Haut Commissaire Mr Pignon et le Général commandant en chef ne s'adressaient pas la parole, il ne faut guère s'étonner de la confusion dans laquelle se prenaient les décisions. Les combats sur la RC4 furent terribles dans des zones de jungle où la supériorité technologique française fut inopérante, et malgré l'héroïsme et le sacrifices d'unités complètes (dont le 1^{er} Bataillon Etranger de Parachutistes), le Vietminh remporta sa première grande victoire. Ce succès spectaculaire eût des conséquences psychologiques considérables et inverses dans les deux camps. Du côté Vietminh, ce fût une exaltation qui dégénéra d'ailleurs en un excès de confiance qui devait lui être nuisible plus tard (lourde défaite de Vin – Yen face au CEFEO du Général de Lattre). Du côté français, ce fût le contraire. Le moral chuta, surtout au niveau de certains éléments du commandement qui après avoir péché par présomption et mépris de l'adversaire, tombaient dans l'excès inverse et croyaient tout perdu. La manifestation la plus lamentable de cette état d'esprit fût l'évacuation précipitée de Lang Son le 19 Octobre 1950 sans même détruire les stocks de matériels qui y étaient entreposés, alors qu'aucune menace Vietminh ne pesait sur la ville et que les moyens de défense y étaient conséquents. Il fût même envisagé d'évacuer Hanoï.

Les 108 000 hommes du CEFEO sont atteints dans leur moral, se sentent négligés voire abandonnés de la France. La naissance de ce sentiment date de la loi de dégageant des cadres de 1946, qui pour satisfaire aux compressions budgétaires a touché 45% des Officiers et 40 % des Sous Officiers. Aux difficultés matérielles sont venues s'ajouter une méfiance vis à vis d'un gouvernement qui navigue à vue et sans repère, et l'amertume à l'encontre d'une métropole dans laquelle se multiplient les manifestations d'hostilité contre l'armée et contre la « sale guerre ». L'arrivée du Général de Lattre sur le théâtre d'opération indochinois eut un effet salvateur.

22. une stratégie américaine de soutien aux opérations françaises assorties de conditions et d'appréciations contrariantes

La nomination du Général de Lattre comme commandant en chef du théâtre indochinois coïncida avec la modification de perception du conflit indochinois par les Etats Unis d'Amérique, modification provoquée par la bascule de la Chine dans le camp communiste. Auparavant, l'Indochine paraissait déjà comme vitale aux yeux des stratèges américains pour la sécurité du monde non communiste et pas seulement en raison de son importance pour les alliés de l'OTAN. Ils ne se rappelaient que trop bien la carte de l'agression japonaise avant Pearl Harbour. Les mouvements du Japon avaient démontré de façon éclatante que l'Indochine française était « *la clé de voûte de l'arc de l'Asie du Sud Est, sans laquelle tout l'équilibre de la région, selon toutes probabilités, s'effondrera* ». « *Brèche critique dans le croissant non communiste qui entoure la Chine* » (*extraits des archives du J.C.S. Comité des Chefs d'Etat-majors US*), une victoire du Vietminh laisserait le Siam (la Thaïlande) sans défense devant la pression communiste, à laquelle ce pays ne pourrait pas résister et basculerait dans le camp communiste. La Birmanie serait alors prise à revers, ce qui rendrait plus probable la mise sur pied d'une coalition communiste. Cette situation nuirait gravement à la position britannique en Malaisie et mettrait en danger les bases américaines aux Philippines. En prévision de ce scénario, le Conseil National de Sécurité américain en venait à conclure que « *la menace d'agression communiste contre l'Indochine n'est qu'une étape des plans communistes visant à mettre la main sur toute l'Asie du Sud Est.* » L' Indochine devenait de facto un domino qu'il était indispensable de protéger ou de faire protéger.

Cependant les Etats Unis et la France étaient en désaccord quant aux responsabilités stratégiques de la guerre en Indochine. Afin d'obtenir une plus grande priorité dans l'attribution des fournitures américaines et peut être l'assurance d'une intervention des Etats Unis si la situation devenait inquiétante, les Français soutenaient que la Corée (où les Américains étaient engagés sous bannière Organisation des Nations Unies depuis 1950) et l'Indochine constituaient une seule et même guerre. Avec les Britanniques, ils proposaient que les Etats Unis acceptent une part de responsabilité dans cette guerre et admettent des arrangements tripartites (USA, GB, F) pour la conduite des opérations. Le Comité des chefs d'état major américains fût inflexible dans son refus. Il avait gardé un mauvais souvenir de la façon dont le Commandement de l'Asie du Sud Est au cours de la seconde guerre mondiale avait empiété sur la liberté d'action américaine et il se méfiait de tout ce qui se ressemblait de loin à un commandement unifié. Ils craignait également que les Etats Unis ne s'identifient encore plus au colonialisme européen. En raison du déploiement des forces en Corée, qui était à la limite des possibilités américaines, le Comité affirmait que les Etats Unis ne devait en aucun cas envoyer des forces en Indochine, et il préférait éviter de s'engager à mener des opérations militaires qui pourraient les ligoter en cas de guerre mondiale. Le Comité se contentait de reconnaître que la Corée et l'Indochine étaient des « *manifestations du même conflit idéologique* ». Il rejetait comme « *totalemt inacceptable* » toute tentative visant à coordonner les stratégies et à intégrer les forces. Il accepta néanmoins d'autoriser des représentants de niveau subalterne à rencontrer périodiquement selon les besoins leurs homologues français et britanniques, mais il évita scrupuleusement les engagements de toute sorte et tout ce qui aurait pu suggérer une organisation

permanente. Avec l'assentiment d'Acheson, Secrétaire d'Etat à la Défense, il affirma que la France devait garder « *la responsabilité première* » de la guerre en Indochine.

A partir de 1951, notamment après le voyage de de Lattre aux Etats Unis au cours duquel il convainquit définitivement le Pentagone et le Président Truman que le combat de la France en Indochine était celui du monde libre (de Lattre séduit les politiques et la presse US par sa personnalité et son énergie à défendre une cause qui lui avait déjà enlevé son fils unique, Lieutenant, tué au combat en 1951), l'aide US fût déterminante puisqu'elle constitua 80% du financement du coût de la guerre. L'aide matérielle et technique, elle aussi déterminante était gérée par le Military Assistance Advisory Group, groupe d'assistance militaire mis en place à Saïgon pour vérifier l'acheminement, la réception et le bon fonctionnement des matériels. L'aide obtenue comportait, en outre, un volet tactique puisque de Lattre avait obtenu l'accord de principe pour un appui de l'aviation américaine si le CEFEO devait quitter rapidement le Tonkin sous la pression chinoise.

Le commandement US souhaitait mettre en place une active politique de coopération et d'encadrement des jeunes forces sud vietnamiennes, prétexte évident d'ingérence dans les affaires intérieures indochinoises, volet qui bien évidemment constituera un point d'achoppement majeur entre Français et Américains. En effet, le soutien direct des US aux Sud Vietnamiens altérerait le prestige français auprès de cette population. La France imposait que les fournitures d'armement ou de services US passent par ses services. Les Américains étaient très critiques à l'égard des méthodes d'instruction françaises pour l'Armée Nationale Vietnamienne (ANV), les jugeant incohérentes et démodées. Ils pressaient les Français de restructurer leurs programmes d'instruction sur le modèle du programme d'instruction américain qui avait si bien réussi en Corée. Ils poussaient les Français à réorganiser les troupes vietnamiennes en unités plus importantes, mieux adaptées, selon eux aux opérations offensives. Les Français s'opposèrent à cette volonté des Américains de prendre en main l'instruction des Vietnamiens, arguant qu'en matière d'instruction ils étaient, avec les Vietnamiens, les plus qualifiés pour former des unités devant affronter un ennemi pratiquant la guérilla, et non la bataille à front continu comme en Corée.

Pour contrer la guerre de surface menée par le Général Giap, le commandement français, notamment le Général Salan s'adapta en créant des bases aéro-terrestres constituées en « hérissons », bases qui étaient à la fois des centres de recueil pour les postes français isolés ainsi que des abcès de fixation pour les forces adverses. Grâce à ces « hérissons », les Français pouvaient pleinement exploiter l'avantage que leur conférait l'appui des chasseurs bombardiers et de l'artillerie. Ainsi la garnison de Na San résista les 30 Novembre et 1^{er} Décembre 1952 à l'assaut de 19 bataillons viets en marche vers le Mékong. Pour compléter cette stratégie, Salan développa également un nouveau concept de forces : les Groupes Mixtes de Commandos Aéroportés. Les GMCA étaient formés à base de guerriers locaux encadrés par des Français. Ils étaient destinés à intervenir sur les arrières Vietminh surtout en pays Thaï et au Laos, où les Vietnamiens étaient traditionnellement perçus comme occupants. L'utilisation des GMCA devait permettre de retourner contre le Vietminh le système de guerre populaire qu'il pratiquait contre les Français au Tonkin. Ainsi, après avoir contourné la résistance française du delta tonkinois, le commandement vietminh voulait s'ouvrir la route du Sud par le Laos. La combinaison de l'emploi des GMCA et des « hérissons » aéro-terrestres obligea Giap à faire demi-tour lors de son offensive vers le Mékong en Avril

1953. La combinaison des points d'appui, type Na-San et de l'emploi des GMCA était ingénieuse et efficace, mais relevait globalement d'une stratégie défensive.

L'utilisation de grosses unités et d'un mode d'action offensif était pour les Américains la seule chance de contrer la progression globale du Vietminh. Ils étaient donc très critiques à l'égard du commandement français qui s'y refusait. Au printemps 1953, les chefs d'état-major américains étaient d'avis qu'ils fallait prendre des mesures draconiennes pour faire sortir les Français de leur immobilisme. Il fallait que le gouvernement français s'engage fermement dans la guerre, même s'il devait envoyer des renforts importants. Les Américains jugeaient le manque d'investissement du gouvernement français au fait qu'il n'avait pas fait appel à la conscription, alors que eux donnaient l'exemple en Corée. Il était également nécessaire de convaincre l'armée française d'abandonner sa « *mentalité de la ligne Maginot* » et de monter une offensive de grande envergure contre le Vietminh. La plupart des responsables américains et certains des responsables britanniques estimaient qu'il fallait adopter vis à vis des Français une attitude sans complaisance, même s'il fallait imposer des contreparties en échange de l'aide octroyée. Le général US McClintock soutint que les Etats Unis devaient faire clairement comprendre qu'ils ne continueraient pas à payer la note si les Français « *ne cessaient pas de rester dans leurs châteaux forts assis sur des caisses de champagne* ». Le Général Radford, président du Comité des chefs d'état-major (JCS) estima que les Etats Unis en échange de leur assistance « *avaient le droit de prendre part à l'élaboration des plans* ». Ces sévères jugements faisant fi de la réalité militaire et des terribles sacrifices consentis par les soldats français de métropole, d'outre mer (fin 1951, le CEFEO comptait 28% d'Africains dans ses rangs) et indochinois, culminèrent au moment de l'adoption du plan Navarre.

23. Dien Bien Phu, révélateur des stratégies antagonistes

Début 1953, le chef du gouvernement français, René Mayer manifeste le souhait de régler le problème indochinois. Il fait dévaluer la monnaie indochinoise, la piastre, interrompant par là même, un trafic lucratif sur la différence des taux de change entre la métropole et la colonie, qui justifiait l'attachement viscéral à la Cochinchine de toute une société française. Il nomme le Général Navarre, le 28 Mai 1953 (en remplacement du Général Salan) au commandement des troupes indochinoises. Navarre reçoit alors, la mission de « *préparer les conditions militaires d'une sortie honorable* » du guêpier indochinois. Après avoir étudié la situation, évalué le rapport de force défavorable (50 000 Français contre 125 000 combattants Vietminh) rapport de force quand même nuancé par une nette supériorité en aviation, artillerie et chars, il estima que l'équilibre des corps de bataille ne pouvait être atteint avant 1955, fin de la montée en puissance de l'armée de Bao Dai. Certain que l'année 1954 serait très dure, il adopta la ligne de conduite suivante : défensive stratégique au Nord Vietnam (où le rapport de force était très défavorable) sans exclure des actions offensives au niveau tactique, offensive stratégique au Centre et au Sud Vietnam (où l'adversaire était moins fort) pour résorber les poches Vietminh bien implantées. La grande offensive stratégique au Vietnam du Nord se déroulerait à partir de 1955, quand l'ANV pourrait relever le CEFEO dans ses

missions statiques et donc lui rendre sa liberté d'action pour mener une guerre de mouvement.

On appela cette planification prospective : le plan Navarre. L'adoption de ce plan n'est pas étrangère aux pressions américaines exercées tant sur le gouvernement français que sur le corps expéditionnaire. Les gouvernants américains déploraient la stratégie militaire prudente des Français et craignaient que ceux-ci, aussi longtemps qu'ils mèneraient une guerre pour la conservation de leurs colonies, ne fussent incapables de vaincre. Le Président Eisenhower et le Secrétaire d'Etat John Foster Dulles, convaincus que le gouvernement Truman n'avait pas exercé toutes les pressions en son pouvoir, soumièrent la poursuite de leur aide à l'adoption par la France d'une stratégie plus offensive et à la ferme promesse de l'octroi de l'indépendance aux Etats indochinois. Incapable de trouver la solution pour arrêter une guerre dont il souhaitait voir la fin, le nouveau gouvernement français de Joseph Laniel céda aux pressions américaines. Il promit d'accorder l'indépendance au Vietnam et le Général Navarre élaborait une stratégie marquant la volonté de reprendre, à terme, le Vietnam du Nord, après une phase de défense du Vietnam « utile ». Le gouvernement Eisenhower, bien que doutant des intentions et des capacités françaises se sentit néanmoins obligé de suivre et finança le plan Navarre (à hauteur de 770 millions de dollars) pour deux raisons : la crainte de provoquer la chute du gouvernement Laniel, de voir arriver une autre équipe décidée à négocier à tout prix, la fin de la guerre et, la volonté d'éviter de fragiliser la position de la France en Centre Europe. Cet affaiblissement constituerait une opportunité d'action communiste sur une pièce maîtresse du dispositif européen.

Le plan Navarre était précis, judicieux. Il n'excluait pas l'audace avec le plein emploi des créations militaires originales de la guerre d'Indochine : les GMCA et les Dinassaut, divisions navales d'assaut, unités de bateaux à fond plat aptes à appuyer les troupes terrestres ou à mener des actions autonomes sur toutes les voies de pénétration fluviales indochinoises. Pourtant, Navarre fut contraint rapidement d'amender un plan qui reposait sur la concentration des forces dans le Sud du Vietnam, pour une raison politique majeure : la défense du Laos. La défense du Nord du Laos face à la poussée Vietminh ne présentait pas un intérêt militaire particulier mais s'imposait pour une raison de cohérence politique : ce pays était le seul dans la région (au contraire de celui de Bao Daï et du Cambodge) à avoir librement adhéré à l'Union française le 22 Octobre 1953. La conséquence de cette adhésion était « *la défense commune* » du pays, c'est à dire, en fait la garantie d'être défendu par la France. En l'absence de directives de Paris, la décision de défendre le Laos fut prise à Saïgon par le Général Navarre et le Commissaire Général Dejean. Le gouvernement, une fois de plus se déchargea sur le commandant en chef d'une décision de nature politique ou stratégique, à savoir ici défendre ou non le Laos. Pour mener cette action, Navarre ne disposait ni du volume d'effectifs nécessaire pour une guerre de mouvement, ni de la logistique correspondante. Il choisit donc de défendre l'accès du Nord Laos par l'implantation d'une base aéro-terrestre jouant le rôle d'abcès de fixation des forces adverses, un nouveau Na San. Dans une région montagneuse, les sites favorables à l'établissement d'une base ne sont pas nombreux : il n'y avait guère que Dien Bien Phu, considéré ancestralement comme « la porte du Laos », place qui était alors occupée par un régiment Vietminh depuis Avril 1953. La modification du plan Navarre, contre laquelle le Pentagone n'avait formulé aucune objection majeure, fut très mal perçue à Washington, d'autant plus

que dans le même temps, le gouvernement Laniel acceptait de voir la question indochinoise inscrite à l'ordre du jour de la conférence Est Ouest de Genève, fin Avril 1954 (conférence prévue pour régler la sortie de crise coréenne).

Les désaccords stratégiques profonds qui existaient entre Français et Américains vont se cristalliser dans la gestion de la bataille de Dien Bien Phu. Le projet avorté d'intervention aérienne US au profit de la garnison assiégée représente le sommet de la confusion et des divergences de l'histoire des relations franco-américaines pendant la guerre d'Indochine. Dans un article publié par le *Washington Post* le 7 Juin 1954, et dont une version élargie parut ultérieurement dans *The Reporter* sous le titre à sensation «*Le jour où nous ne sommes pas entrés en guerre*», le journaliste Chalmer M. Roberts révéla que le gouvernement Eisenhower s'était engagé à secourir le camp retranché français de Dien Bien Phu par un bombardement aérien massif. Tous les renseignements confirmaient une prochaine offensive Vietminh en direction du Haut Laos. Navarre décida d'évacuer les «*hérissons* » de Na San et de Lai Chau pour s'installer à Dien Bien Phu en vue de stopper la progression Vietminh. Sur le site de Dien Bien Phu, tout a été dit, mais parmi les experts français et même américains, qui y sont allés avant le 13 Mars 1954 jour de l'attaque générale viet, aucun n'a crié à l'hérésie. Impressionné par la détermination des combattants, René Pleven, Ministre de la Défense nationale manifesta quand même une inquiétude que partageaient le Général Blanc, Chef d'Etat Major des forces terrestres et le Général d'Armée aérienne Fay, rejoint par le Général Ely, Chef d'Etat Major des Armées. Les demandes de renfort adressées à Paris furent refusées. Paris suggérait d'«*ajuster le plan aux moyens* ». Une décision de mobilisation vietnamienne se solda en Mars 1954 par un échec : sur un contingent de 100 000 appelés, 6 000 conscrits se présentèrent. Le Général Giap, que les indiscretions de la presse ont informé des intentions de Navarre (*France Observateur*, hebdomadaire de gauche avait publié en métropole le plan Navarre démontrant que le secret n'existait pas au plus haut niveau de l'Etat) tenait enfin l'occasion de livrer la bataille attendue. Il allait donc concentrer à Dien Bien Phu l'essentiel de ses forces et surtout s'appuyer sur une logistique chinoise en constant accroissement depuis l'armistice de Corée.

Le 27 Décembre, Dien Bien Phu devient un camp retranché totalement encerclé. Ce qui ne devait être en Novembre qu'une opération secondaire, une excroissance conjoncturelle du plan Navarre devient en automne 1954 la bataille qui décidera du sort de la guerre. C'est l'implication chinoise (Giap est secondé par deux généraux chinois, des MIG 15 sont prépositionnés sur les aérodromes frontaliers) qui va poser problème à la France, et par contre coup aux Etats Unis. Le Pentagone comprend qu'il faut d'urgence remédier à l'insuffisance des moyens aériens français pour empêcher une défaite française. Les Etats Unis mettent donc à disposition des forces françaises 40 bombardiers et 200 mécaniciens, tout en continuant à dénoncer les déficiences de l'armée française. Il est même question d'engager, au titre de la Légion étrangère des «*volontaires* », comme l'avaient fait les Chinois en 1944 pour les «*Tigres volants* » du Général Chennault. Ce projet avortera vraisemblablement à cause d'une indiscretion commise auprès du *New York Times*. La bataille de Dien Bien Phu prit une dimension disproportionnée par rapport à l'engagement lui même, en raison de l'écho qu'en donna la presse, au moment où s'ouvrait à Genève la conférence qui devait conclure la guerre de Corée et traiter secondairement de l'Indochine. De plus en plus, en France des voix s'élevaient pour demander l'arrêt

d'un conflit insoluble. Arrêt inconcevable pour les Américains parce que préjudiciable à la stratégie d'endiguement (containment) du communisme dans le Sud Est asiatique. Dans cette optique, les gouvernements américains et français entamèrent des discussions pour un projet d'appui aérien US aux opérations (bombardement nocturne de 300 avions), projet baptisé « Vautour » par l'état major français. Le Président Eisenhower mit deux conditions à l'intervention directe des Etats Unis : les USA ne devaient pas être les seuls à s'engager et le Congrès devait en donner l'autorisation. Le Général Ely, CEMA depuis Octobre 1953 fut invité aux Etats Unis par son homologue américain l'Amiral Radford. Pendant une semaine du 20 au 27 Mars, Ely rencontra le Président et son Secrétaire d'Etat J.Foster Dulles.

De ces entrevues et particulièrement des tête-à-têtes avec Radford, Ely emporta le sentiment que les Etats Unis avaient décidé une intervention aérienne pour desserrer l'étreinte viet autour de Dien Bien Phu. Ely fit partager ce sentiment au Quai d'Orsay. Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères apprit par le canal diplomatique français que Richard Nixon, Vice Président partageait le point de vue de Radford d' « *une intervention massive de l'aviation US pour sauver Dien Bien Phu* ». En fait, il semble que rien n'ait été décidé, et que le Général Ely ait pris ses désirs pour des réalités, d'où le malentendu que Radford tentera en vain de dissiper et qui faussera toutes les démarches pendant le siège de Dien Bien Phu et même après.

Pour J.F. Dulles, un engagement des forces américaines ne pouvait se concevoir que s'il y avait engagement multinational dans le cadre de la mise sur pied d'une vaste alliance contrant la poussée communiste dans la région asiatique. Le projet de coalition baptisé « Action Unifiée » concernait la France, les Etats Unis, la Grande Bretagne, l'Australie, la Nouvelle Zélande, la Thaïlande et les Philippines. Le Congrès US était prêt à appuyer cette option à condition que la France accorde une indépendance complète aux Etats associés et qu'elle exclue toute idée de désengagement du théâtre indochinois en refusant toute négociation à Genève. Le gouvernement français n'était pas en mesure de satisfaire ces deux conditions. Le rejet de l'Action Unifiée fut signifié par la Grande Bretagne. Elle refusa de se laisser entraîner dans le conflit indochinois, même au sein d'une coalition internationale, en raisons des conséquences incalculables d'un tel acte ; « *Nous pourrions bien être impliqués dans une mauvaise guerre contre un mauvais adversaire sur un mauvais terrain* » dit Antony Eden (ministre des Affaires étrangères britannique) . La Grande Bretagne avait surtout la volonté de ne pas intervenir pour ne pas mécontenter l'Inde (soucieuse de voir les anciennes colonies, comme elle, accéder à l'indépendance) et donc pour ne pas mettre en péril le Commonwealth. C'est à l'occasion de ces discussions que l'usage de la bombe atomique aurait été évoquée : parole en l'air de Dulles ou interprétation abusive de Bidault ? les versions diffèrent sur ce point.

Le 7 Mai 1954, le dernier assaut Vietminh submerge la résistance héroïque des défenseurs de Dien Bien Phu. Les conséquences psychologiques et politiques de cette défaite furent considérables. Pour le gouvernement français, il fallait mettre un terme à un conflit sans issue. Le corps expéditionnaire n'avait perdu dans cette bataille que 6% de ses effectifs mais surtout des unités d'élite (parachutistes, légionnaires...). Sur le plan stratégique, Dien Bien Phu avait rempli son rôle en empêchant l'invasion du Nord Laos, mais ce résultat avait été obtenu au prix de

sacrifices humains considérables et vraisemblablement également au prix de l'entente franco-américaine.

24. l'échec stratégique français

Le bilan de la période indochinoise française est sans équivoque, c'est celui d'un échec stratégique. Les succès obtenus par un corps expéditionnaire globalement efficace n'ont pas été exploités, ils ne sont restés que tactiques car non inscrits dans une perspective politique. Les Français n'avaient, en effet aucune alternative politique à opposer à l'action d'Hô Chi Minh. En acceptant l'indépendance vietnamienne le 21 Mai 1949 (après l'avoir refusé trois ans plus tôt à Hô Chi Minh avant le début de la guerre...) et en jouant la carte de la restauration de l'ex-empereur Bao Daï, l'Assemblée Nationale française n'a trompé personne. Même si Bao Dai adoptait une politique nationaliste en réclamant comme Hô Chi Minh l'unité du Vietnam, et refusant d'intégrer l'Union française, il le faisait avec l'enracinement et l'impact populaire en moins. Cette pseudo - indépendance n'était pas crédible pour un peuple vietnamien partagé entre l'espoir d'un avenir meilleur et la crainte inspirée par les méthodes de l'appareil vietminh.

La tactique française de la pacification de l'Indochine n'a pas échoué en elle-même, elle n'a pu s'installer de façon durable car elle n'avait pas été planifiée dans un cadre stratégique. Si l'on se réfère à la définition de la stratégie par laquelle a commencé cet écrit, il est incontestable que la France n'a pas pratiqué « *l'art d'employer les forces militaires pour atteindre les résultats fixés par la politique* » ; et pour cause : pendant dix ans, il ne s'est pas trouvé un seul homme politique français capable de comprendre la véritable nature du conflit indochinois et donc de définir l'objectif à atteindre. Dans ses mémoires, Sir Antony Eden dit :

« *Les origines du conflit indochinois étaient confuses. Il n'y jamais eu en Indochine un plan national contre le Vietminh comparable à celui qui s'était manifesté en Malaisie et qui avait permis de gagner la guerre de la jungle.* »

Les circonstances n'étaient peut-être pas rigoureusement les mêmes, mais tandis qu'à Londres un gouvernement stable se donnait les moyens d'une politique réaliste (lutte victorieuse de quatre années de 1948 à 1952 contre 7 000 guérilleros du Malaysian Communist Party menée en parallèle avec l'application d'une politique résolument émancipatrice), à Paris dans le même temps le gouvernement changeait vingt fois de chef en dix ans. Puisque la France, avant 1958, n'avait pas de pouvoir exécutif digne de ce nom, ce n'est pas le Président du Conseil, aussi vite démissionné qu'investi, qui aurait pu être le maître d'œuvre d'une stratégie nécessitant cohérence et continuité. Cette carence du niveau de décision supérieur avait des répercussions évidentes au niveau subalterne, celui du théâtre indochinois. Non pas que les Hauts Commissaires qui se sont succédés à Saïgon aient été des médiocres, mais tenir la barre d'un navire dans le gros temps sans connaître le cap à suivre relève de la mission impossible. Que penser de la fonction de Mr Letourneau simultanément ministre à Paris et Haut Commissaire à Saïgon : un cumul de mandats contraire aux principes d'efficacité.

Le commandeur au niveau tactique devait faire face à une situation sans en connaître tous les tenants et les aboutissants. Le mandat réclamé au pouvoir politique par le Général Navarre pour inscrire son action dans une vision politique ne reçut jamais de réponse: « *le gouvernement était à la recherche d'une porte de sortie honorable* ».... Le Général Catroux, chargé du rapport d'enquête après Dien Bien Phu dit clairement : Navarre « *devait assimiler dans un délai très bref les données d'un problème complexe mais surtout, il devait y procéder pour ainsi dire seul et par intuition personnelle* ». En effet, souvent il n'y avait pas « tuilage » dans le jeu des relèves périodiques ou des rapatriements des Officiers Généraux et Supérieurs. La conduite des opérations subissait le contre coup de cette carence en suivi d'un conflit original, conflit qui imposait l'adoption de mesures, elles aussi originales installées dans la durée. Mais surtout, les deux griefs adressés les plus fréquemment au commandement étaient : la recherche permanente de la bataille rangée, forme d'engagement que prohibent les règles de la guerre révolutionnaire (et que les Américains rechercheront eux aussi sans plus de succès que le CEFEQ) et, une sous estimation des capacités de l'adversaire. Sous estimation quantitative : il n'y avait en effet pas de logique arithmétique entre les 350 à 400 000 combattants Vietminh dont certains pouvaient apparaître le jour comme paisibles paysans dans la rizière et les 460 000 hommes du CEFEQ dont les trois quarts étaient affectés à des tâches logistiques ou statiques nuit et jour ; sous estimation qualitative de la remarquable capacité d'adaptation des troupes Vietminh notamment dans l'emploi de l'artillerie ou des possibilités de mobilité terrestres. A Dien Bien Phu, le commandement français avait exclu de son analyse la possibilité d'être sérieusement inquiété par l'artillerie Vietminh estimée peu nombreuse. Le camp retranché fut méthodiquement écrasé, chaque pièce ennemie étant transportée souvent à dos d'homme, mise en batterie dans des abris soigneusement camouflés, ne tirant qu'un seul projectile de chaque emplacement et aussitôt transportée ailleurs. Dans le même temps (Mai - Juin 1954) sur les plateaux montagneux du Sud le GM 100 fut détruit par deux régiments viets qui, pour se porter à sa rencontre et l'empêcher de secourir le « hérisson » d'Ankhé effectuèrent des étapes quotidiennes de 50 kilomètres dans la jungle alors qu'il était communément admis que les Vietminh ne pouvaient pas parcourir plus de 15 à 20 kilomètres par jour. Ce sont de telles erreurs d'appréciation qui participèrent lourdement à la défaite.

Cette défaite accéléra les travaux de la conférence de Genève. Ont participé à la tenue de cette conférence : la France, la Grande Bretagne, l'URSS, la Chine, la République Démocratique du Vietnam (Hanoï) et le Vietnam (Saïgon). Les Etats Unis surveillaient de très près les débats sans y participer, essentiellement pour ne pas avoir à reconnaître officiellement le régime de Mao Tsé Dong. Deux Présidents du Conseil se succédèrent pour représenter la France : Laniel puis Mendès France. Pour une fois une continuité dans la ligne d'action fut respectée, notamment en ce qui concerne les efforts pour dissocier l'examen de la situation vietnamienne de celui des Etats associés. Après négociations, la partition du Vietnam fut acquise, chaque chef de délégation (Pham Van Dong pour Hanoï, Ngo Dinh Diem pour Saïgon) insistant sur le fait que ce partage en deux zones ne devait pas être pris comme une coupure définitive, puisque l'unification ultérieure devrait résulter d'une consultation des populations. Les deux parties avec cet accord caressaient le même désir de réunification. Sous la pression conjointe du chinois Chou En Lai et du Russe Molotov pressés d'aboutir, Pham Van Dong accepta la création d'une commission de contrôle

de l'armistice composée de l'Inde, de la Pologne et du Canada, le 17^{ème} parallèle comme ligne de partage du Vietnam et le 20 Juillet 1956 comme date d'élections libres ; Enfin, il se résigna à retirer ses troupes du Laos et du Cambodge.

Américains et Français négocièrent leurs différends, pour le remplacement de Bao Dai, les premiers soutinrent Ngo Dinh Diem alors que les seconds souhaitaient le CEMA en place : le Général Hinh. Conscients de leur unique point commun, l'opposition à l'extension de l'influence communiste au Sud Vietnam, les deux nations signèrent les accords Bedell Smith - La Chambre. La France acceptait de soutenir Diem en échange de la conservation du contrôle de la répartition de l'aide économique et militaire US au Vietnam du Sud. La France, qui s'était engagée par les accords de Genève à quitter le Vietnam en 1956 entendait gérer librement cette sortie de crise. Les événements en décidèrent autrement. Dans un désordre général, rumeurs de coups d'état, rébellion des puissantes sectes, les chances de réussite de Ngo Dinh Diem au pouvoir à Saïgon depuis Juin 1954 semblaient presque nulles. Il allait pourtant prouver son autorité d'abord en révoquant le Général Hinh (CEMA) à l'origine d'un coup d'état manqué encouragé par le Général Salan et, surtout en intervenant brutalement et efficacement contre les sectes qui tentaient de prendre le contrôle de la capitale. En ces deux circonstances, la France avait joué la mauvaise carte puisque soutenant presque ouvertement Hinh et les sectes le Général Salan et le Gouverneur Ely s'étaient attirés le ressentiment justifié de Diem... et des Américains.

Dans le même temps (Octobre 1955), Diem clarifiait la situation politique en organisant par referendum la déposition de Bao Dai (lequel résidait à Cannes depuis le début 1954) et sa propre élection à la Présidence de la République. Du même coup, le Vietnam du Sud marquait sa volonté d'enterrer définitivement le principe de la réunification des deux Vietnam par la voie d'élections libres, comme l'avait prévu la déclaration finale de Genève. D'ores et déjà, la coexistence des deux Vietnam apparaissait difficile. Séparés par le 17^{ème} parallèle, ils l'étaient encore plus profondément par la forme et l'esprit de leurs régimes respectifs. Le Nord allait mettre en œuvre les principes collectivistes d'un marxisme revu par Mao, le Sud farouchement anti communiste allait tenter de constituer un Etat démocratique conforme à la Constitution qu'il s'était donné en 1956 et qui s'inspirait très largement de celle des Etats Unis. Pressé de conforter un régime qui lui convenait et persuadé que la solution n'était que militaire, Eisenhower proposa une aide directe à Diem pour lui constituer une armée fidèle. Les accords Bedell Smith – La Chambre furent ainsi violés, la France en situation peu favorable, compte tenu de ses prises de position, plia, reconnut l'autonomie de l'armée sud vietnamienne et accéléra le retrait de ses troupes du théâtre indochinois, suite à la réduction du financement du corps expéditionnaire par les Américains.

3. L'ECHEC DES STRATEGIES AMERICAINES : AVEUGLEMENT ET INCOHERENCE

31. Des prétentions stratégiques US niant l'aspect politique déterminant de la guerre de décolonisation

Les Américains, persuadés que Ngo-Dinh-Diem constituait la seule alternative crédible face au régime marxiste du Vietnam du Nord, renforcèrent le potentiel militaire sud vietnamien en encadrant les unités et en construisant des bases. Les milieux dirigeants de Washington voulaient faire de ce pays un exemple de réussite démocratique, on parlait alors de projet vietnamien ; c'est oublier le problème relevant du choix de Diem comme incarnation de la démocratie au Vietnam. En effet, malgré les certitudes américaines et l'apparence démocratique du régime sud vietnamien, Diem éliminait par la force tous ses opposants et installait tous les leviers d'une dictature. Avec l'aval des Américains, il obtint le départ complet des Français d'Indochine en Avril 1956, alors que ceux ci étaient les seuls garants de l'application des accords de Genève, compte tenu du fait que ni les Etats Unis, ni le Vietnam du Sud n'avaient ratifié les accords. Les Etats Unis et leur protégé vietnamien avaient désormais les coudées franches avec un accord qui avait le mérite de geler une situation délicate, en accordant quelques atouts au Nord Vietnam alors en position de force : reconnaissance de la souveraineté au Nord du 17^{ème} parallèle, libre disposition de la riche région du Tonkin, reconnaissance à terme de l'inévitabilité de la réunification du Vietnam par la prévision d'élections. Pourtant les volontés affichées étaient fondamentalement contradictoires. La volonté expansionniste du gouvernement du Vietnam du Nord était évidente ; dès la fin de la conférence de Genève, le négociateur Pham Van Dong avait lancé :

« Nous gagnerons l'unité du Vietnam comme nous avons gagné la paix. Aucune force au monde ne nous en détournera... Peuple du Vietnam, compatriotes du Sud, la victoire est à nous. »

Diem choisit de répondre à cette menace par une politique ultra nationaliste, par le refus de souscrire au processus d'élections des accords de Genève, et par des velléités d'autonomie déplaisante pour le protecteur américain. Diem refusa la mise totale du Vietnam sous protectorat US et envisagea même des négociations entre Vietnamiens avec Hô Chi Minh. Huit ans plus tard en 1963, les Américains, lassés décidèrent alors de ne pas s'opposer à son renversement, Diem fut assassiné en Novembre 1963. Une période d'instabilité politique s'installa avec une succession de coups d'états portant au pouvoir les généraux Minh puis Khan puis Thieu. A compter de 1966, avec le Général Nguyen Van Thieu, le régime sembla se stabiliser. Le nouvel homme fort du pays n'avait aucune volonté d'indépendance vis à vis de Washington et dès lors, le régime sud vietnamien se cantonna dans un rôle de suppléant.

Relevant de fait les Français dans leur rôle de tuteur du Sud Vietnam, les Américains abordèrent les problèmes sans recul, sans examen de la situation antérieure et uniquement dans une optique militaire, en essayant de plaquer sur une conjoncture originale des solutions figées ayant données satisfaction en d'autres temps, d'autres lieux.. Le Général Lansdale avait été placé initialement auprès de Diem comme conseiller militaire car il avait réussi à maîtriser l'insurrection aux Philippines ; dans sa façon de réorganiser les forces sud vietnamiennes, et de concevoir les opérations à mener contre un Vietcong (appellation du mouvement

nationaliste, paracommuniste qui se développa au Sud Vietnam après les accords de Genève) de plus en plus efficace, il transféra un schéma d'action au Vietnam sans s'adapter au nouveau contexte. Alors qu'aujourd'hui, les Américains accordent une importance fondamentale au retour d'expérience, dans le cas du Vietnam, il y a eu rejet complet des enseignements de la guerre précédente : importance des opérations de guérilla, limites des grandes opérations de type classique... Ainsi, une armée sud vietnamienne traditionnelle fut mise sur pied sur le modèle coréen ou celui de la deuxième guerre mondiale : gros bataillons d'infanterie, divisions blindées et grosses unités d'artillerie. La stratégie en découlant fut déroutante par manque de lucidité : recherche du choc frontal et impasse sur les campagnes face à un Vietcong qui avait repris tous les modes d'action de la guerre révolutionnaire du Vietminh.

Ainsi, sans le vouloir, en étant persuadés de s'en être dissociés, les militaires américains, au titre de conseillers jusqu'en Novembre 1961, puis de combattants, se conduisaient à peu près comme les Français l'avaient fait quelques années auparavant. Comme eux, ils espéraient une bataille frontale avec l'ennemi et ne parvenaient pas à se débarrasser des contraintes et des habitudes d'une armée classique ; comme eux, ils se lançaient dans le contrôle plus ou moins illusoire des axes de communications, désertant les campagnes pour les villes où ils se sentaient plus à l'aise ; comme eux, ils s'appuyaient sur un régime instable et corrompu sans réelle légitimité, et qui de toute façon n'offrait pas de réelle alternative politique au peuple vietnamien.

Jusqu'en 1961, le gouvernement américain refusa d'engager directement des troupes sur le terrain et se limita au conseil et au soutien logistique intégral de l'armée de Diem. Le 20 Janvier 1961, Eisenhower céda la place à J.F. Kennedy à la Maison Blanche alors que le Vietnam n'était encore qu'un sujet de deuxième importance dans la campagne électorale. Pourtant, la tournure défavorable que prenaient les événements au Sud Vietnam amenèrent les dirigeants US à envisager un soutien plus direct des troupes sud vietnamiennes.

En Novembre 1961, le National Security Council décida l'engagement direct de 400 hommes des forces spéciales pour former les Sud Vietnamiens aux techniques anti insurrectionnelles. Cette volonté de formation marque la prise de conscience (de certains généraux seulement) de la nécessité d'une réponse appropriée à cette guerre irrégulière. La guerre irrégulière relève du domaine des stratégies alternatives, ce qui signifie en fait qu'aucune règle n'est respectée dans la mesure où l'un des protagonistes n'est pas reconnu en tant qu'ennemi parce qu'il n'est pas militaire. La guerre irrégulière ne connaît aucune limite puisqu'il est possible de frapper l'ennemi par tous les moyens sans être tenu par une quelconque éthique guerrière ou par des normes juridiques. Néanmoins, cette approche de perception de la nature globale de ce conflit, comprenant un volet politique déterminant est occultée par une vision quelque peu technocratique de la conduite d'opérations militaires de certains spécialistes (qu'on appellerait aujourd'hui stratégestes).

Cette vision est une des résultantes de la réflexion stratégique américaine à partir des années 1940. Ce développement a correspondu à l'association de civils au travail des états majors, autour de la Rand Corporation, commission créée à l'initiative de l'US Air Force pour analyser les mutations induites par les armes

nouvelles. L'âge d'or des analystes civils survient au début des années 60 avec l'accession de Robert Mac Namara au poste de Secrétaire à la Défense : convaincu de la nécessité de moderniser la planification militaire par l'application de méthodes de gestion industrielle, il fait un appel massif aux analystes de la Défense pour occuper les postes de direction au Pentagone. Cette action sera très discutée au regard des résultats. Une méthode déroutante par son aspect technique (faisant abstraction des nombreux paramètres qui composent une réalité tactique ou stratégique) est celle du « body count ». Pour vérifier la réalisation des hypothèses des opérations planifiées, il s'agissait de comptabiliser avec la plus grande précision le nombre de pertes ennemies pour savoir si ces chiffres correspondaient aux objectifs. Chaque unité, après la bataille, devait décompter sur le terrain le nombre de morts, transmettre les chiffres à l'autorité supérieure afin qu'ils soient centralisés sur une base régionale, puis nationale. La pratique du « body count » reposait sur une informatisation poussée à l'extrême ; elle devait permettre de tenir un compte précis de tout, des morts ennemis, aux armes saisies ou perdues, au matériel détruit, à la quantité de rations consommées, au nombre de GI's blessés ou tués. Cette réponse informatique à une guerre rustique centrée sur le combattant vietcong et ses motivations politiques était inadaptée.

32. Une stratégie d'usure (1954 – 1968)

Entre 1954 et 1965, la vitalité des maquis communistes vietcong et le désir d'Hô Chi Minh d'aboutir à l'unification du Vietnam ont contraint les Américains à faire évoluer leur stratégie : d'une stratégie de guerre offensive limitée, se traduisant sur le terrain par des opérations menées par l'armée sud vietnamienne avec l'aide de conseillers US, on devait passer à une stratégie défensive. Après avoir incité les Sud Vietnamiens à détruire la menace communiste, il fallait désormais préserver le Vietnam du Sud contre une agression venue du Nord. Le conflit devint alors local, perdant son caractère global et son sens politique profond de défense du monde libre contre le communisme. Le choix d'une guerre d'attrition se précisa alors de plus en plus : utilisation des outils de la guerre informatisée et technologique, «body count », débauche de technologie et puissance de feu pour planifier une usure annoncée d'un ennemi en situation d'infériorité et circonscrit au territoire du Sud Vietnam. L'arme aérienne se révéla être la meilleure solution pour les stratèges américains. La stratégie US visait à priver le Vietcong de son milieu favorable : déversements de défoliants chimiques avec pour objectifs prioritaires les caches en jungle et les cultures vivrières, regroupement de la population dans des « hameaux stratégiques » pour éviter rackets et assassinats de notables . Des fortifications furent édifiées pour protéger les villages existants, des « kill zones » furent constituées pour utiliser la puissance de feu aérienne (la population amie étant regroupée de force dans ces « hameaux », tout être humain en dehors de ces zones protégées étaient considérés comme ennemi). Ces méthodes ressemblaient furieusement à celles qui avaient été violemment critiquées chez les Français quelques années auparavant ; les résultats furent également comparables. La constitution par la force de hameaux fut un échec. Attaqués par le Vietcong, les habitants fuyaient les villages devenant de facto des ennemis pour les Américains et des recrues pour l'adversaire.

La stratégie retenue par le Président des Etats Unis J.F.Kennedy était simple : elle s'inscrivait dans le cadre d'une guerre limitée (ou plutôt d'une crise limitée car il

ne fallait pas que le peuple américain s'aperçoive que leur pays était prêt de s'engager dans un nouveau conflit) ; il s'agissait de détruire le Vietcong en interdisant les infiltrations de troupes à partir du Nord Vietnam (infiltrations niées par Hanoi), tout ceci sans susciter de craintes pour la Chine, ni risquer d'étendre la crise aux pays voisins (Cambodge et Laos) qui avaient obtenus la neutralité à la conférence internationale de Manille à l'été 1962. L'objectif initial de l'intervention armée américaine était donc clair même si illusoire par son aspect restrictif (le refus de se battre au Nord Vietnam et dans les pays voisins pour ne pas provoquer la Chine) : l'extermination du Vietcong fortement implanté au sein de la population sud vietnamienne. Sûrs de l'invincibilité que leur conférait la supériorité technologique au service d'une stratégie d'usure, JFK et son équipe ne doutaient pas de l'issue rapide de la guerre. En Octobre 1963, Robert Mac Namara annonça que les 15 000 conseillers US mis en place auprès de l'armée sud vietnamienne seraient retirés en 1965 car les objectifs fixés seraient alors atteints.

Pourtant sur le terrain, la situation était différente ; malgré l'arrivée massive des hélicoptères et des véhicules de combat d'infanterie M 113 qui modifièrent le rapport de force, les Sud Vietnamiens manquaient de combativité. Aussi, avant sa mort, JFK semblait avoir perdu ses certitudes sur le conflit vietnamien et tergiversait sur la conduite à tenir. Sa perplexité était favorisée par le fait que la guerre du Vietnam qui se déroulait à 16 000 km de la côte Ouest des USA était encore quasiment invisible à l'opinion publique américaine ; le budget régulier du Département de la Défense n'était pas dépassé, il s'agissait bien d'une guerre limitée que les Américains croyaient contrôlée. Ainsi, conscient de la dangerosité de la situation vietnamienne, JFK avait écarté l'envoi massif de GI's, mais pour autant ne s'opposa pas réellement à l'assassinat de Diem en Novembre 1963, qui déclencha une nouvelle période d'instabilité exploitée par le Vietcong. Le même mois, Kennedy fut assassiné et relevé par le Président Johnson.

Le Vietcong profita de la mort de Diem et des incertitudes en résultant pour accentuer son emprise sur les campagnes, saisir des milliers d'armes aux milices territoriales et chasser l'administration saïgonnaise du delta et des hauts plateaux. Johnson faisait pourtant confiance aux militaires pour lui apporter une victoire rapide et conserva la même équipe en charge de la gestion du conflit vietnamien : Robert Mac Namara et le Général Maxwell Taylor. La combinaison des bombardements aériens, des actions terrestres sud vietnamiennes et des opérations des forces spéciales au Nord Vietnam (actions de désinformation, de sabotages d'installations civiles et militaires) devaient user le potentiel vietcong. Plus que de détruire physiquement l'ennemi, il fallait lui ôter sa détermination à se battre. L'utilisation intensive des bombardiers au dessus des zones contrôlées par le Vietcong n'avait d'autre but que d'effrayer et d'annihiler la volonté des hommes enterrés dans leurs bunkers souterrains.

L'incident du destroyer Maddox le 2 Août 1964 (prise à partie du navire dans les eaux territoriales au large du Golfe du Tonkin par une ou des vedettes lance-torpilles Nord vietnamiennes, dans des conditions jamais franchement élucidées) fournit l'occasion à Johnson d'associer à « sa guerre » le Congrès, dispensateur de moyens supplémentaires indispensables, et ceci toujours sans déclarer la guerre. Le Congrès vota la « Résolution du Tonkin », résolution qui resta la seule justification intérieure à la guerre du Vietnam jusqu'en Juillet 1970 ; il s'agissait, en fait d'un

blanc-seing donné au Président pour mener toutes les actions qu'il pouvait envisager pour défendre ce qui était considéré comme l'intérêt vital du pays. Forts du soutien des deux partis politiques et de l'opinion publique Johnson et ses conseillers franchirent un nouveau pas, en décidant en Août 1964, des frappes aériennes limitées sur le territoire Nord vietnamien pour montrer la détermination des Américains. Le principe du bombardement du Nord était acquis ; les aviateurs et les Marines voulaient que ce soient une campagne massive et immédiate, d'autres avec l'Ambassadeur Taylor préféraient une réponse graduelle, coup pour coup aux attaques des communistes notamment contre les bases américaines. Johnson se rallia momentanément au mode d'action des représailles limitées. Mais après une inspection des conseillers du Président et du Secrétaire à la Défense John McNaughton, la décision fut prise de punir sévèrement le Vietnam du Nord. La série des bombardements « Rolling Thunder » fut décidée le 13 Février 1965; elle allait durer trois ans jusqu'aux lendemains de l'offensive du Têt, avec des moyens et des objectifs en augmentation constante.

La décision de lancer « Rolling Thunder » est fondamentale car elle fut à l'origine de celle qui aboutit à l'envoi des GI's au Vietnam. En effet, les bases de bombardiers étaient devenues un enjeu important de la guerre et un objectif prioritaire pour le Vietcong et les Nord Vietnamiens. Les Américains ne faisant plus confiance aux Sud Vietnamiens pour protéger des sites de plus en plus menacés, décidèrent de relever les troupes locales par des Marines. Le 8 Mars 1965, 3500 Marines furent envoyés pour défendre la base de Da Nang, les Américains devenaient acteurs à part entière du conflit terrestre. Cette démarche s'intégrait parfaitement dans une conception douhétienne de la stratégie aérienne (bien que les stratèges américains ne se sont jamais revendiqués du Général Douhet): les forces terrestres protégeaient les forces aériennes qui, elles étaient destinées à porter le coup décisif. Seulement, le pas fut vite franchi de la défense des bases à l'engagement aux côtés ou à la place des Sud Vietnamiens. Le 28 Juillet 1965, 50 000 hommes supplémentaires furent envoyés, ils seront 580 000 en Décembre 1968. Après s'être fait élire sur le thème du candidat démocrate de la paix, après avoir voté contre le soutien américain au camp retranché français de Dien Bien Phu dans le cadre de l'opération Vautour en 1954, Johnson fut le Président qui envoya les GI's au Vietnam et qui décida de bombarder le Nord Vietnam. Johnson décida donc l'intervention directe, du matraquage aérien au Nord Vietnam pour casser la logistique vietnamienne et des campagnes de défoliants (à l'origine secrètes) et de ratissage au Sud ; six bases supplémentaires furent installées en Thaïlande pour satisfaire à cette stratégie d'attrition.

Jusqu'en 1965, le Vietcong avait combattu quasiment seul sans soutien significatif du Nord. Or les Américains refusaient de reconnaître l'existence d'un Vietcong autonome. Ils frappèrent le Nord qui entra donc dans la guerre par la mobilisation générale et l'envoi d'unités régulières au Sud Vietnam, tout en faisant appel à la solidarité communiste de la Chine et de l'URSS. La stratégie vietnamienne était de tenir au Nord et d'attaquer au Sud en sauvegardant la logistique venant d'URSS et de Chine. La piste Hô Chi Minh devint la clef de la guerre ; elle permettait de contourner le 17^{ème} parallèle par le Laos et le Cambodge avec la complicité des alliés locaux : le Pathet-Lao et les Khmers rouges. Face à cette doctrine franchement offensive, la guerre d'usure prônée par Namara atteignait ses limites : se contenter de vouloir montrer à l'autre qu'il ne peut pas gagner, sans rechercher la destruction

de ses forces, c'est lui laisser la possibilité de conduire une lutte sans fin, en le laissant libre de définir l'alternance des phases d'activité et de repos, avec le risque de s'user soi-même, surtout moralement, plus vite que lui. Cette stratégie qui laissait, de facto l'initiative à l'ennemi convenait à un Vietcong qui évitait soigneusement la bataille à front continu. Les combats ne prendront que très rarement l'allure de bataille rangée sauf à Khé San de Janvier à Avril 1958 où finalement la bataille n'eût pas lieu, éloignant des Américains le spectre de Dien Bien Phu.

Au début de 1964, les Américains avaient perdu leurs dernières illusions sur la possibilité d'aider le Sud Vietnam à se doter du régime politique stable, compétent et raisonnablement démocratique qui aurait pu faire pièce au régime stalinien de Hanoi, ils soutenaient le Sud Vietnam à bout de bras en l'absence d'autorités politiques légitimes. Si les Américains n'étaient pas intervenus dans le conflit terrestre en 1965, le Sud Vietnam serait sûrement tombé. Pourtant en 1968, trois ans après le début des opérations aériennes de bombardement stratégique « Rolling Thunder », l'offensive du Têt allait amener Américains et Vietnamiens à revoir leurs données stratégiques respectives.

33. La bataille du Têt : victoire tactique américaine, victoire stratégique nord vietnamienne

Le 30 Janvier 1968, lorsque Giap lanca une offensive généralisée au Sud Vietnam, destinée à provoquer la rébellion de toute la population contre les Américains et le régime de Thieu, il n'imaginait pas qu'il allait subir un désastre militaire qui se transformerait en une étonnante victoire morale. Cette victoire à terme se révéla décisive sur l'issue de la guerre du Vietnam. Après une opération de diversion menée sur la base de Khé San, à partir du 21 Janvier, où 6 000 Américains furent assiégés par 20 000 soldats Nord vietnamiens, Giap infiltra des milliers de Vietcongs en civil au Sud avec ordre de soulever l'ensemble du pays dans la nuit du 30 au 31 Janvier. Les services de renseignement américains connaissaient la date et la riposte dans tout le pays fut efficace. Pourtant un fait qui aurait pu relever de l'anecdote, compte tenu de l'ampleur de la bataille qui se livra à cette occasion, allait focaliser toute les attentions. Un commando suicide vietcong parvint à pénétrer dans l'ambassade américaine à Saïgon et dût en être délogé par les Marines, opération filmée par les caméras du monde entier. Cet épisode n'avait aucune portée militaire, mais il allait faire douter l'Amérique. Alors que le Président Johnson ne cessait de répéter que la victoire était en vue, l'ambassade des Etats Unis était attaquée en plein Saïgon ! L'offensive du Têt marqua vraiment une fracture dans la conduite de la guerre par les Américains : avant, ils croyaient à la victoire, après, ils doutèrent. Plus qu'un revers militaire qu'il n'avaient absolument pas connu dans le cas de la bataille du Têt (la contre offensive menée en liaison avec les forces sud vietnamiennes fut spectaculaire et efficace), aux yeux de tous, le spectre de la guerre sans fin se profila, perspective aussi démoralisante que la défaite.

La bataille du Têt mena les deux Commandants en Chef : le Général Westmoreland (chef du Military Assistance Command Vietnam) et Giap à une situation identique. La stratégie qu'ils avaient jusqu'alors adopté était caduque et il

était essentiel d'en changer vite. Dans les deux pays, la révision des stratégies allait être autant un exercice politique que militaire. Pour Giap, toute la structure Vietcong révélée au grand jour (pour les besoins du soulèvement populaire) avait été détruite par les Américains et l'élite de ses forces avait disparu dans la violence des combats. Pour Westmoreland, la politique de la guerre d'usure s'était révélée coûteuse et peu efficace puisqu'elle n'avait pas empêché Giap d'attaquer massivement. La solution était désormais d'envahir la partie méridionale du Nord Vietnam et d'accentuer les frappes sur la piste Hô Chi Minh ; de plus, les opérations aériennes n'ayant rien apporté de décisif, seule une bataille terrestre permettrait de détruire le dispositif ennemi de façon durable. En effet, l'inefficacité des bombardements était constatée au regard du tonnage des bombes larguées ; le bilan pour l'année 1968 était de 500 000 tonnes sur le Nord Vietnam, 200 000 tonnes sur la piste Hô Chi Minh et 1 700 000 tonnes uniquement au Sud Vietnam sur les zones vietcong. A titre de comparaison, pendant la deuxième guerre mondiale, l'Allemagne a reçu 1 350 000 tonnes sur l'ensemble de son territoire pendant toute la durée de la guerre.

Aux USA, le problème stratégique allait donc prendre d'abord l'aspect d'une simple demande de renforts. Une incompréhension en résulta entre les différents échelons de la hiérarchie US, la Maison Blanche à qui Westmoreland avait présenté le Têt comme une victoire absolue, et l'opinion publique qui avait le sentiment d'avoir été trahie sinon trompée par le Président et les principaux chefs militaires. Le Général Wheeler, président du JCS (Joint Chiefs of Staff) fut partisan de noircir la situation aux yeux des politiques pour obtenir gain de cause. Il atténua le bilan positif du Têt, de la destruction totale de la structure communiste au Sud Vietnam et exprima un besoin de 206 000 hommes alors que, déjà 450 000 GI's étaient présents au Vietnam. Cependant cette requête n'était pas concevable car les forces de l'OTAN étaient déjà affaiblies par l'engagement vietnamien, les Etats Unis ne disposaient plus d'aucune réserve stratégique sur leur territoire ; il était donc indispensable de faire appel aux réservistes. Cet impératif était tout simplement inacceptable dans un contexte d'opposition croissante à la guerre et de surcroît, en période électorale.

Le 1^{er} Mars 1968, Mac Namara démissionnait ; il ne croyait plus en une solution militaire depuis des mois, puisque l'année 1967 avait prouvé l'inanité de la guerre d'usure, qui de plus était nuisible au moral des troupes. Il fut remplacé par Clark Clifford à l'origine « faucon » (partisan de la guerre) mais qui devint à son tour « colombe » après prise en compte des réalités auprès des Chefs d'Etat Major. Les CEM lui firent alors part de leur impossibilité de planifier la victoire dans la mesure où les forces américaines devaient agir sous trois contraintes majeures : le Président leur avait interdit d'envahir le Nord, il avait interdit de miner le port d'Haïphong (par où les Nord Vietnamiens recevaient leur ravitaillement), et il avait interdit de poursuivre l'ennemi au Laos et au Cambodge. Clifford conclut donc à l'impossibilité de vaincre rapidement. Dans l'impossibilité d'obtenir des résultats rapides satisfaisants à la fois le Congrès et l'opinion publique, Il fallait donc revoir la stratégie US dans le sens d'un désengagement des forces américaines, mais cela sans pour autant abandonner le Vietnam. Le retrait américain ne pouvait se faire qu'en passant peu à peu l'essentiel des responsabilités (et des combats) aux Sud Vietnamiens eux mêmes. La « vietnamisation », qui allait devenir le credo des Américains, était en marche. Les Américains étaient d'autant plus disposés à ce transfert que les forces sud vietnamiennes s'étaient très bien comportées pendant la bataille du Têt.

L'offensive du Têt avait, certes profondément affaibli les communistes vietnamiens, mais également la Présidence des Etats Unis. Johnson avait pris conscience brutalement de l'impasse stratégique dans laquelle il s'était fourvoyé au Vietnam. Aussi de façon impromptue, il annonça sa décision de ne pas se représenter aux élections présidentielles de Mars 1968, de ne pas envoyer de contingent supplémentaire de GI's et de limiter immédiatement les bombardements aériens au sud du 20^{ème} parallèle. Suite à ces décisions américaines surprenantes, le gouvernement d'Hanoï fit savoir qu'il était prêt à débiter des pourparlers. La Conférence de la Paix s'ouvrit à Paris et allait durer cinq années.

34. Une stratégie d'anéantissement sans impact décisif (1968 – 1973)

L'année 1968 marqua un véritable changement de la politique US au Vietnam . Avec le Président Johnson, on était passé de la victoire militaire certaine aux négociations incertaines. Le rival républicain : Richard Nixon était désormais à la Maison Blanche. Dans sa grande majorité, le peuple américain souhaitait une issue rapide au conflit. Il allait devoir pourtant attendre encore quatre ans, soit autant de temps que depuis le début de la guerre. Nixon s'était fait élire sur la promesse implicite de vietnamisation du conflit, donc de retour des boys et prétendait pour cela disposer d'un plan secret.

La réalité était tout autre. Il n'avait pas de plan spécial pour le Vietnam, mais avait mis au point avec son conseiller pour la Sécurité Nationale, Henry Kissinger une approche globale des problèmes internationaux. Leur conception du monde était beaucoup moins « provinciale » que celle de leur prédécesseur. Ils étudiaient la situation sur une base de stratégie mondiale. Dans cette optique, le conflit vietnamien apparaissait bien comme strictement périphérique (il n'y avait pas eu d'intervention directe de la Chine ni de l'URSS). L'équipe américaine allait donc recomposer la politique américaine : le fait de s'extirper honorablement du Vietnam permettrait de rechercher une entente avec les grandes puissances communistes pour assurer une paix durable et la reconnaissance de la puissance américaine puisque la confrontation entre grandes puissances était impensable. Cependant, Richard Nixon n'envisageait ni de lâcher, ni de reconnaître un avantage quelconque au Vietcong et au Nord Vietnam, pour ne pas être accusé de lâcher le Vietnam comme Truman avait été accusé de lâcher la Chine nationaliste.

A Paris, les négociations étaient constamment bloquées car les volontés étaient fondamentalement opposées : empêcher le communisme au Sud Vietnam pour les Américains contre la désaméricanisation et la réunification du Vietnam pour les communistes. Nixon choisit l'intensification du conflit pour obtenir une position de force aux négociations. Pour se constituer un atout dans des négociations très laborieuses, Nixon laissa accréditer la thèse d'un « Président prêt à tout », d'un « bombardier fou » en intensifiant les bombardements sur la piste Hô Chi Minh au Cambodge (bombardements qui avaient été refusés par Johnson pour ne pas risquer d'étendre le conflit). Nixon dut convaincre le président sud vietnamien Thieu, pas très enthousiaste de la justesse de la nouvelle politique US. Tout en retirant progressivement ses troupes (le contingent américain passa de l'effectif de 475 000

en 1969 à celui de 24 000 en 1972), il s'engagea à former les cadres vietnamiens aux Etats Unis et à approvisionner massivement les troupes sud vietnamiennes en matériels performants et surtout à maintenir l'intégralité de l'appui aérien. Conforme aux souhaits de l'opinion publique américaine, ce plan de renforcement des moyens aéronavals en liaison avec un désengagement terrestre pourrait être identifié au plan de Lattre de 1950 mais avec les moyens US.

Au printemps 1970, au Cambodge, le Prince Sihanouk, neutraliste fut renversé par le Général Lon Nol qui demanda l'aide US contre les communistes. L'intervention conjointe des forces américaines et sud vietnamiennes permit la destruction des bases arrières du Vietcong, mais les communistes conservèrent leur atout, à savoir la libre disposition de la piste Hô Chi Minh grâce au contrôle de la zone par les Khmers rouges. En 1971, les Américains renoncèrent momentanément à leur proposition de se retirer du Vietnam, face à l'obstination des communistes à la table des négociations à vouloir participer au gouvernement sud vietnamien. Dès lors, les Nord vietnamiens bénéficiant d'un soutien accru de la part de l'URSS, lancèrent une offensive généralisée sur le Sud Vietnam en Mars 1972. La réaction de l'administration Nixon fut très violente. Washington suspendit les négociations de Paris, établit un blocus des côtes Nord vietnamiennes, notamment en mouillant des mines aux abords du port de Haïphong et en déclenchant l'opération « Linebacker » : 400 000 tonnes de bombes furent larguées en six mois sur tout une gamme d'objectifs dont pour la première fois Hanoï, cibles choisies avec l'assentiment du Président. Les bombardiers sauvèrent la situation, à ce moment, au Sud Vietnam (en effet, il ne restait au sol que 6 000 soldats US combattants) en « aplatissant » des régions entières; pour la première fois, des bombe à guidage laser furent utilisées. Hélas, dans cette opération, la vietnamisation avait montré ses limites : sans les Américains, le régime de Thieu aurait été balayé. L'opinion publique US accepta la brutalité de cette riposte (100 000 morts Nord Vietnamiens) compte tenu de l'évidence de l'intervention nord vietnamienne, bien que le scandale né de la publication des «Papiers du Pentagone » faisait la «une » aux Etats Unis. Ces documents secrets établissaient la responsabilité des différents gouvernements dans la guerre et faisaient ainsi le jeu des communistes.

En Juillet 1972, la quatrième phase des négociations menées par Kissinger correspondit au rapprochement spectaculaire et surprenant de Washington avec Pékin et avec Moscou. Nixon fut accueilli fin Mai à Moscou, alors que les avions américains bombardaient des navires soviétiques dans le port de Haïphong, preuve de l'importance toute relative du Vietnam pour l'URSS. Le Nord Vietnam n'était pas assez important pour remettre en question le processus de détente qui permettait à l'URSS d'obtenir la parité stratégique avec les USA, et à la Chine de sortir d'un isolement relatif. Un accord était en vue, Kissinger était prêt à imposer les conditions à Thieu (dont la formule d'un gouvernement de coalition avec une participation communiste). Aucun « forcing » ne fut effectué du côté américain, compte tenu du fait que la réélection prévue de Nixon ne dépendait pas de l'issue de ces négociations. Cette réélection du Président fut triomphale. Les négociations butèrent de nouveau sur les exigences des uns et des autres, ce malgré la menace de terribles représailles brandie par Kissinger. Fort de son succès électoral, et sans doute frustré de ne pas avoir pu obtenir une décision militaire, Nixon déclencha le 17 Décembre 1972 l'opération « Linebacker II » ; pendant une dizaine de jours, Hanoï et Haïphong furent bombardés sans interruption, bombardements massifs qui ne feront

que... 1 600 victimes compte tenu de l'efficacité des défenses passive et anti-aérienne mises en œuvre. La communauté internationale s'indigna, et le Congrès américain annonça sa volonté de ne plus financer l'effort de guerre si le conflit ne se terminait pas dans les deux mois. Nixon obligea Thieu à accepter les clauses discutées, avec la garantie d'un appui massif de l'aviation US en cas de non respect du traité (gouvernement de réconciliation, cessez le feu contrôlé par l'ONU, retrait des forces US). Le traité de paix fut signé le 27 Janvier 1973 à Paris.

Il avait fallu quatre ans à Nixon pour extraire son pays de la plus longue guerre de son histoire, ayant causé 15 000 morts américains et au moins 500 000 morts vietnamiens du Nord et du Sud.

35. L'échec américain

Les accords de Paris reconnaissaient l'existence d'un gouvernement bipolaire provisoire de la République du Sud Vietnam, et le droit pour le peuple du Sud Vietnam à l'autodétermination. La coexistence de deux gouvernements légitimes, celui du Président Thieu et le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire communiste laissait évidemment supposer des lendemains incertains. Seule la promesse d'intervention US au profit du régime de Thieu pouvait constituer une dissuasion suffisante pour calmer l'expansionnisme communiste. Hélas, le pouvoir exécutif américain allait être affaibli par les développements de l'affaire du Watergate ; empêtrés dans ses querelles de politique intérieure, les USA allaient se désintéresser de la dégradation de la situation au Sud Vietnam et de l'application des accords de Paris, d'autant plus qu'en Mars 1973, les derniers soldats US quittaient le territoire. En Août 1974, Nixon fut contraint à la démission. Exploitant une situation régionale et internationale favorable (crise morale combinée avec une réorientation politique mondiale des Etats Unis) les Nord Vietnamiens lancèrent une grande offensive vers le Sud. Le nouveau Président américain Gerald Ford demanda au Congrès de financer un nouvel effort de guerre pour s'opposer à cette violation des accords de Paris. Il essuya un refus. Les événements s'enchaînèrent donc rapidement. Contre toute prévision, la puissante armée de Thieu s'effondra totalement devant l'offensive communiste. Le 30 Avril 1975, les forces communistes rentraient dans Saïgon, trente ans après en avoir été chassé par les Français le 22 Septembre 1945. Saïgon devenait Hô Chi Minh – Ville, la totalité de l'ancienne Indochine française devenait communiste après la bascule du Cambodge et du Laos dans le camp communiste. L'échec américain était consommé, dans sa volonté politique d'endiguer la poussée communiste au Vietnam et dans les stratégies mises en œuvre pour parvenir à ce but.

Les Américains n'avaient pris qu'insuffisamment en compte l'aspect populaire et révolutionnaire du conflit dans lequel ils s'étaient engagés. Une riposte adéquate avait cependant été mis en œuvre avec le programme « Phoenix ». Ce programme secret de la CIA (Central Intelligence Agency) avait pour but la pacification des campagnes et, par les méthodes employées, identiques à celles qu'utilisaient l'ennemi (infiltration, utilisation de ralliés, tortures...), les forces spéciales américaines et sud vietnamiennes avaient réussi à briser le réseau vietcong. En 1971, le Congrès refusa de continuer à financer ce qu'il assimilait à une campagne

d'assassinats contraire aux buts de guerre. Au delà de tout jugement moral, ce programme avait fonctionné et en 1972, l'appareil vietcong avait été éliminé de beaucoup de régions. Cette perte d'infrastructure priva les Nord Vietnamiens des possibilités d'infiltration et les obligea à opérer en force avec des blindés. Paradoxe, si cette action de pacification avait été menée dix années plus tôt, elle aurait fourni aux Américains la bataille rangée et frontale traditionnelle qu'ils avaient recherché ou attendue pendant tout le temps de leur présence en force au Vietnam. Lorsque celle ci se présenta enfin avec l'offensive de Mars 1972, les forces américaines ne purent y opposer qu'une riposte aérienne (opération «Linebacker ») puisque les forces terrestres avaient été désengagées du théâtre ! Les Américains avaient fait porter leur effort à contre temps puisqu'ils s'étaient retirés au moment où l'ennemi se présentait avec ses moyens lourds dans la configuration requise.

Les Américains auront été vaincus par leur obstination à vouloir appliquer à la situation vietnamienne des schémas préétablis inadaptés. Ils auront cherché à appliquer le modèle coréen envers et contre tout : modèle de partition définitive (avec la frontière établie au 17^{ème} parallèle) contre l'esprit des accords de Genève de 1954, modèle d'armée lourde et mécanisée pour l'armée Sud vietnamienne contre un modèle d'armée répondant aux exigences d'une guerre populaire qui déséquilibre les rapports de force traditionnels. Ils auront abordé l'aventure vietnamienne avec un complexe de supériorité et d'invulnérabilité, avec la certitude de détenir la capacité technique de limiter leur zone d'opérations au Sud Vietnam alors que la barrière artificielle du 17^{ème} parallèle pouvait être aisément contournée par le Laos.

Enfin, profitant de leur large supériorité technologique (surtout initialement avant le soutien performant de l'URSS) ils auront mené une stratégie militaire d'écrasement sans impact décisif. Vecteur essentiel, la stratégie aérienne aura évolué entre l'usure et l'anéantissement . Or, l'une des révélations du conflit du Vietnam est le caractère non absolu de l'arme aérienne. Les bombardements massifs ne parviendront pas à couper la piste Hô Chi Minh, cordon ombilical opérationnel des forces communistes au sud du 17^{ème} parallèle. Par rapport au tonnage de bombes délirant délivré au dessus du territoire vietnamien, les pertes ennemies resteront minimales, car Nord Vietnamiens et Vietcong s'enterreront, pratiqueront une véritable politique d'organisation du terrain en concevant tout un urbanisme souterrain. Le terrain qui est l'arme du plus faible peut ainsi annuler la supériorité technique du plus fort. Les Généraux américains, pourtant persévéraient ou s'obstinaient dans une logique d'anéantissement, de « *mad destruction* ». Le Général Lemay de l'US Air Force voulait : « to bomb the North back to the stone age », le Général Westmoreland fut favorable à l'utilisation de frappes nucléaires contre les troupes nord vietnamiennes assiégeant Khé San puisque les bombardiers tactiques manquaient de capacité d'emport pour traiter l'ennemi...(les B 52 n'ayant pas encore été engagés sur le théâtre).

Les résultats des bombardements stratégiques effectués au Vietnam sont décevants, comme l'a reconnu la Rand Corporation. Les militaires américains ont certes souligné le caractère néfaste des ingérences continues du gouvernement dans la conduite des opérations aériennes, mais on ne peut, cependant pas lui imputer l'échec global du bombardement stratégique. Celui ci s'est plutôt heurté à ses propres limites : le terrain forestier en Asie du Sud offre un couvert protecteur à un ennemi qui ne dépend pas d'un flux logistique constant et massif (en 1970, les

forces au Sud Vietnam consomment 380 tonnes par jour dont seulement 34 sont acheminées du Nord). En effet, une véritable stratégie d'interdiction aérienne n'est réellement efficace que lorsque l'ennemi est fondamentalement dépendant des capacités de ses lignes de communications comme l'étaient les armées américaines et françaises qui fonctionnaient grâce aux flux continus de ravitaillement ; les forces communistes avaient un mode de fonctionnement trop rustique pour que les attaques sur les lignes de communication aient des effets décisifs. Les attaques massives « Rolling Thunder » (1965-1968) n'ont donné aucun résultat probant. Au début des années 1970, avec l'emploi des armes guidées, des résultats plus convaincants ont été obtenus notamment pendant « Linebacker II », mais uniquement pour une durée limitée : les Nord Vietnamiens n'ont été contraints de repousser leurs objectifs que de deux ans, de 1973 à 1975.

De toute façon, dans un conflit d'ordre révolutionnaire ou populaire, la donne politique demeure fondamentale. Même le bombardement le plus efficace du Nord n'aurait pu mettre un gouvernement solide au Sud. La victoire globale n'était pas envisageable sans la proposition d'un gouvernement stable au Sud. Les Américains ont donc échoué dans leur politique d'assistance, de déploiement de forces cantonnées au Sud avec par là même des objectifs stratégiques impossibles à atteindre. L'Amérique a quitté le Vietnam après avoir laissé les communistes exploiter ses faiblesses stratégiques et de surcroît, après avoir laissé publiquement blâmé ses soldats.

CONCLUSION

Les communistes vietnamiens, en apparence en situation d'infériorité ont réussi à triompher successivement des armées des deux nations française et américaine qui, elles, possédaient pourtant les atouts de la puissance et donc de la réussite. Les deux manières de gérer le conflit vietnamien présentent des similitudes et en définitive, auront la même issue : l'échec.

Français et Américains ont affiché la même méconnaissance de la guerre révolutionnaire pratiquée par les communistes, type de guerre dont deux des aspects fondamentaux sont l'utilisation du terrain et l'établissement de l'osmose entre populations et combattants. Ils ne sont pas parvenus à mettre en œuvre une réponse stratégique adaptée à la nature idéologique marquée de la lutte communiste, selon les mots de Mao : le combattant devait « être dans le peuple comme un poisson dans l'eau ». A quelques initiatives près, la priorité a été donnée à l'aspect strictement militaire et n'a pas porté sur l'encadrement des populations. La pacification et le contrôle des campagnes n'ont pas fait l'objet de planification et de conduite dans la durée, alors que ces données étaient vraisemblablement un élément essentiel de la problématique vietnamienne. Cette réticence à aller au contact des populations, pour éviter qu'elles soient utilisées et manipulées par l'ennemi fut plus marquée chez les Américains, persuadés de leur formidable

supériorité technique mais aussi numérique. Négligeant cette gestion civilo-militaire du conflit, par choix ou contrainte (manque d'effectifs disponibles), les militaires français et américains ont laissé les populations aux mains des communistes. A tout moment, excepté peut être celui de l'après - offensive du Têt, les communistes ont pu s'appuyer sur une population consentante ou contrainte. Au plan tactique, le même genre d'erreur s'est renouvelé avec la recherche obstinée de la bataille rangée dans une guerre sans front contre un ennemi insaisissable. Néanmoins, les Américains avaient développé un concept d'opérations spéciales pour des actions au nord et au sud du 17^{ème} parallèle en liaison avec les Sud Vietnamiens ; le Général de Lattre avait constitué les Groupes Mixtes de Commandos Aéroportés ; ces deux initiatives répondaient aux exigences d'une guerre dite irrégulière mais hélas, ne constituaient que des volets annexes au mode d'engagement principal : l'action en force.

On peut également considérer dans les domaines stratégiques et tactiques la supériorité de la dialectique communiste pour tirer les enseignements d'un échec : Giap après la défaite de Vinh Yen en 1950 se dérobera systématiquement à tout bataille rangée (à l'exception de Dien Bien Phu) donnant la priorité aux actions ponctuelles et locales bénéficiant d'un rapport de force très favorable, tout en conservant le même but : évincer les Français : « *Il fallait accumuler des milliers de petits succès pour arriver à une grande victoire. C'était à ce prix que nous pouvions pas à pas modifier le rapport de forces.* ». Il est possible d'identifier la stratégie menée par Giap à celle conçue par le Général byzantin Belizaire (500-565). L'infériorité numérique des troupes de ce général l'obligea à adopter, avec succès un nouveau style de guerre indirecte qui lui permettait de choisir les lieux de l'affrontement tout en évitant le choc direct avec des armées beaucoup plus puissante. Au contraire de leurs ennemis, les communistes vietnamiens ont respecté globalement une continuité et une cohérence de leur stratégie et ce, malgré des défaites tactiques. Ils ont su également exploiter (par des réseaux de sympathisants en France et aux Etats Unis) des actions militaires victorieuses ou non, à des fins médiatiques : les retentissements de Dien Bien Phu ou de l'attaque de l'ambassade américaine à Saïgon ont profondément influé sur l'issue générale des conflits. Cette habileté vietnamienne était un véritable défi pour les Généraux français et américains.

Le Général de Lattre en 1951 et le Président Nixon en 1968 retinrent ainsi la vietnamisation comme solution à l'impasse stratégique dans laquelle ils se sont trouvés tour à tour. C'était donc aux Vietnamiens eux mêmes de gagner la guerre. Cette solution pouvait constituer une « *porte de sortie honorable* » (expression employée à la fois par les Français et les Américains) pour évoquer un désengagement progressif et géré, en évitant de parler d'abandon.. Les échecs de la vietnamisation ont été imputés à Bao Daï dans le premier cas et à Thieu dans le deuxième. En fait, dans les deux cas, il n'y a pas eu d'adhésion de la part de la jeunesse vietnamienne et du peuple en général. Pour la période française, les Vietnamiens hésitaient à s'engager par peur d'un lendemain incertain qui pourrait voir la victoire du Vietminh; pour la période américaine, il y a eu nette désolidarisation de la population avec une cause qui était devenue « la guerre des Américains ».

Français et Américains n'ont pas réussi à obtenir l'adhésion de l'ensemble du peuple vietnamien car ils n'avaient pas de solution politique crédible à proposer. Les solutions Bao Daï, Diem puis Thieu ne constituaient pas des alternatives crédibles face à la puissance persuasive du Vietminh et du Vietcong. Ces régimes ont échoué en raison de leur corruption et des méthodes gouvernementales employées, de moins en moins démocratiques et de plus en plus dictatoriales. Les deux nations occidentales ont donc été amenées à mettre en place effectivement, bien sûr sans l'avouer, des systèmes de colonisation inacceptables pour des populations qui aspiraient à d'autre système au regard de l'émancipation politique connue par nombre de pays après la deuxième guerre mondiale. C'est une des raisons pour lesquelles ces régimes « paravents » ne purent faire face au communisme une fois le protecteur disparu. Ils n'auront pas la carrure pour respecter ou pour faire appliquer les accords de sortie de conflit : accords de Genève en 1954 et accords de Paris en 1973 seront bafoués.

Les conflits d'Indochine et du Vietnam auront été perdus sur le terrain, avant de l'être en métropole par l'agitation des opinions publiques ; cependant la versatilité des dirigeants politiques a privé les Généraux commandants de théâtre des directives politiques précises et indispensables à la planification et à la conduite cohérente d'une action militaire. Vingt gouvernements français successifs et quatre Présidents américains ont géré ou auraient dû géré les engagements respectifs de leurs forces militaires dans un conflit qu'il ne voulaient pas qualifier de guerre pour ménager les opinions publiques...

Les expériences françaises et américaines au Vietnam, ont laissé des traces dans les relations entre ces deux pays, traces qui se sont effacées grâce au temps et surtout grâce au partage pérenne d'un socle commun de valeurs démocratiques. Le Général de Gaulle l'avait souligné dans un discours à Phnom Penh le 1^{er} Septembre 1966 en conseillant aux Américains de laisser les Vietnamiens décider de l'avenir de leur pays : « *La France le dit à cause de l'amitié exceptionnelle et deux fois séculaire que, d'autre part, elle porte à l'Amérique, de l'idée que jusqu'à présent elle s'en était faite, comme celle ci se la faisait d'elle même, à savoir celle d'un pays champion de la conception suivant laquelle il faut laisser les peuples disposer à leur façon de leur propre destin* ».

BIBLIOGRAPHIE

- Général Catroux, Deux actes du drame indochinois, Plon 1959
- Robert Aron, Histoire de la libération de la France, Fayard 1959
- The Pentagon Papers, Gravel Edition, chapter 1 « background to the crisis »
- Jacques Fauvet, La IV ème République, Fayard 1960
- Maréchal Juin, Mémoires Tome 2, Fayard 1960
- Sir Antony Eden, Mémoires 1945-1957, Plon 1960
- Général de Gaulle, Mémoires Le salut, Plon 1962, éd. Luxe 1966
- André Teulières, La guerre du Vietnam 1945-1975, Lavauzelle
- Bernard Fall, Indochine chronique d'une guerre révolutionnaire, R. Laffont 1962
- Lucien Bodard, La guerre d'Indochine L'enlèvement, NRF, 1963
L'humiliation, NRF 1965
- Raymond Cartier, Histoire de la 2^{ème} guerre mondiale, Paris Match Larousse 1966
- Sous la direction de Guy Pedroncini, Leclerc et l'Indochine 1945-1947, éd Albin Michel
- André Fontaine, Histoire de la guerre froide Tomes 1 et 2, Fayard 1967
- Jean Planchais, Une histoire politique de l'armée 2, Seuil 1967
- Sous la direction de Denise Artaud et Lawrence Kaplan, Dien Bien Phu, éd La Manufacture
- Général Bigeard, Pour une parcelle de gloire, Plon 1975
- Jacques Portes, Les Américains et la guerre du Vietnam, Complexe 1993
- Jacques de Folin, Indochine la fin d'un rêve, Perrin 1997
- Hervé Couteau - Begarie, Traité de stratégie, bibliothèque stratégique

CHRONOLOGIE

- 1950 le premier groupe de conseillers américains arrive à Saïgon
fondation du MAAG
- 1951 visite du Général de Lattre aux USA
- 1952 le Général Salan commandant par intérim, accroissement de l'aide américaine,
échec vietminh à Na San
- 1953 Général Navarre commandant en chef en Indochine, Juillet fin de la guerre de
Corée, début de l'installation d'une base aéro - terrestre à Dien Bien Phu
- 1954 Mars début de la bataille de Dien Bien Phu, Avril ouverture de la conférence
de Genève, Mai chute de Dien Bien Phu, Bao Daï nomme Ngo Dinh Diem chef
du gouvernement vietnamien, Juillet accords de Genève
- 1955 fondation de la République du Vietnam
rupture des accords avec la France, départ des derniers soldats français
- 1959 accrochages dans les campagnes
premières infiltrations en provenance du Vietnam du Nord vers le Sud
- 1960 fondation du Front National de Libération
tentative de coup d'état militaire contre Diem, 780 conseillers militaires
américains
- 1961 accroissement de l'aide au régime de Diem, 3000 conseillers US
- 1962 établissement du MACV, programme des hameaux stratégiques, 11 000
conseillers US
- 1963 1^{er} Novembre assassinat de Diem, 22 Novembre assassinat de Kennedy,
Johnson Président, 16 000 conseillers
- 1964 Général Westmoreland chef du MACV, opérations secrètes contre le Vietnam
du Nord, vote de la Résolution du Golfe du Tonkin, premiers bombardements
de représailles, 23 300 conseillers US
- 1965 opération Rolling Thunder, débarquement des Marines à Da Nang, premières
manifestations contre la guerre
- 1966 385 300 GI's au Vietnam, bombardement du Nord Vietnam par les B 52
- 1967 Nguyen Van Thieu élu Président du Sud Vietnam, 485 000 GI's, grandes
manifestations aux USA
- 1968 siège de Khé San, offensive du Têt, élection de Richard Nixon à la Présidence
- 1969 bombardements du Cambodge, annonce du retrait des troupes US, politique
de vietnamisation
- 1970 invasion du Cambodge par les troupes sud vietnamiennes et US
- 1971 publication des *Papiers du Pentagone* par le *New York Times*
- 1972 visite de Nixon en Chine et à Moscou, offensive classique des Nord
Vietnamiens, bombardements massifs du Nord Vietnam, minage du port de
Haïphong, cambriolage du Watergate

1973 28 Janvier accords de cessez le feu, départ des derniers soldats US
1974 le Congrès refuse de voter de nouveaux fonds pour le Vietnam
1975 offensive finale du Nord Vietnam, 30 Avril prise de Saïgon